



PREMIÈRE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

**Rapport sur les activités sectorielles
en 2002-03 et progrès réalisés
dans la mise en œuvre du programme
pour 2004-05**

1. Le présent document consiste en trois parties. La partie I est une vue d'ensemble des activités sectorielles réalisées en 2002-03. En plus des activités mentionnées, la plupart des spécialistes sectoriels participent régulièrement aux activités d'autres organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, y compris celles des partenaires sociaux. Les publications énumérées dans la partie I ne comprennent pas les rapports préparés pour les réunions sectorielles et la Conférence internationale du Travail, les discours et les documents présentés à certaines conférences, les articles et les interviews.
2. La partie II donne les grandes lignes des activités sectorielles planifiées pour 2004-05.
3. La partie III est un aperçu de l'ensemble des 22 secteurs répartis sous cinq rubriques: principales questions; données spécifiques; instruments de l'OIT; dialogue social; enfin, réunions récentes (tenues au cours des deux dernières périodes biennales). On trouvera des informations plus détaillées sur le site Web consacré aux différents secteurs.
4. En plus des réponses apportées aux demandes d'activités de suivi dans les différents secteurs, et conformément aux propositions adoptées par le Conseil d'administration à sa 286^e session (mars 2003), le programme a commencé à appliquer la nouvelle approche consistant en une combinaison de réunions, programmes d'action et activités de suivi des réunions comme suit:
 - a) quatre réunions en 2004-05:
 - i) deux réunions sectorielles tripartites (médias, culture, arts graphiques, 18-22 octobre 2004; fabrication du matériel de transport (début 2005); et

- ii) deux réunions d'experts au début de 2005 (métaux de base; foresterie)¹;
 - b) sept programmes d'action seront mis en œuvre dans les secteurs suivants: agriculture; construction; éducation; services financiers; hôtellerie et tourisme; textile et habillement; enfin, VIH/SIDA sur le lieu de travail. Des réunions de consultation, de planification ou de mise en œuvre pour les six premiers programmes d'action ont eu lieu en novembre 2003 et en février 2004. Une réunion pour le septième se tiendra en avril 2004;
 - c) des activités de suivi s'inspirant des résultats des récentes réunions sectorielles et des recherches connexes.
5. Autrefois, les demandes de suivi portaient généralement au moins sur l'une des catégories suivantes:
- a) la promotion de normes internationales du travail et de recueils de directives pratiques spécifiques à un secteur;
 - b) l'organisation de réunions, d'ateliers ou de séminaires, nationaux, régionaux et interrégionaux spécifiques à un secteur;
 - c) la fourniture de services consultatifs techniques et de coopération technique dans des domaines spécifiques;
 - d) les activités de recherche, la publication et la diffusion des résultats; enfin
 - e) le rassemblement et la diffusion d'informations et de données spécifiques à un secteur.
6. Ces ensembles et critères continuent certes encore à s'appliquer, mais l'accent est désormais mis sur les réponses aux demandes expresses des mandants, conformément à la décision du Conseil d'administration consécutive à l'examen du programme². L'atelier de programmation conjoint (novembre 2003) a recensé les domaines d'une coopération sectorielle avec les bureaux extérieurs. De la même façon, les consultations à l'échelle du Bureau s'avèrent utiles pour intégrer les activités sectorielles dans l'approche intégrée des activités de l'OIT ainsi que pour le développement de partenariats, aboutissant ainsi à une organisation et une mise en œuvre mieux coordonnée et plus productive des activités.
7. Afin de permettre un accès mondial aux informations spécifiques aux secteurs réunis par l'OIT, le Département des activités sectorielles a poursuivi la mise à jour de son site Web. Ce dernier comprend les rapports établis pour les réunions sectorielles, les conclusions des réunions, des documents de travail et des informations sur les tendances sectorielles ainsi que des liens vers toute une série d'informations se rapportant ou non à l'OIT. Toutes ces informations seront intégrées dans la nouvelle version du site Web de l'OIT dans le courant de l'année 2004.

¹ Documents GB.288/13, paragr. 19, et GB.287/7.

² Document GB.286/STM/1, paragr. 7.

8. Dans le cadre du suivi du document sur l'emploi et la politique sociale dans les zones franches d'exportation (ZFE)³, le programme a mis au point une base de données sur les ZFE. Cette base de données, accessible sur Internet, qui est devenue opérationnelle en décembre 2003, comporte des liens pays par pays avec tous les secteurs.
9. La commission est invitée à prendre note des informations contenues dans les trois parties du présent document.

Genève, le 9 février 2004.

³ Document GB.286/ESP/3.

Partie I. Activités réalisées en 2002-03

Réunions	Etudes/recherches/documents de travail	Autres activités
<i>Agriculture, plantations, autres secteurs ruraux</i>		
Dialogue social et Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Ateliers pour le Syndicat des travailleurs des plantations et de l'agriculture de Tanzanie (TPAWU); l'Association des employeurs de Tanzanie; et un atelier tripartite, République-Unie de Tanzanie (novembre 2002), février et septembre 2003)	Kenya: <i>Facing the challenge of Africa's integration in the global economy: The role of multinational enterprises in the plantations sector</i> , 2002 Ouganda: <i>Multinational enterprises in the plantation sector: Labour relations, employment, working conditions and welfare facilities</i> , 2003	Programme de renforcement des capacités à l'intention du gouvernement, des employeurs de l'agriculture, des syndicats et des organisations de travailleurs ruraux sur la sécurité et la santé au travail (SST) dans l'agriculture, Costa Rica Ateliers de zone Syndicat des travailleurs des plantations et de l'agriculture de Tanzanie (TPAWU)/OIT visant à familiariser les membres de la base avec le DSRP tanzanien Services consultatifs pour des codes communs destinés à la communauté du café
Promotion de la Déclaration sur les EMN et du dialogue social dans le secteur des plantations, Ouganda (avril 2003)		
Mise en œuvre de la convention n° 184, République de Moldova (janvier, décembre 2003)		
<i>Production de métaux de base</i>		
Promotion d'un recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les industries de métaux non ferreux Russie (juin 2003) Inde (novembre 2003) Chine (décembre 2003)		Publication et diffusion d'un recueil de directives pratiques en format de poche
<i>Produits chimiques</i>		
Réunion tripartite sur les meilleures pratiques de flexibilité du travail et leur incidence sur la qualité de la vie professionnelle dans les industries chimiques, Genève (octobre 2003)	Recherches sur les pratiques et les résultats des bonnes relations professionnelles, notamment en rapport avec la restructuration des entreprises et informations sur les bonnes pratiques et les résultats en matière de sécurité et de santé	
<i>Commerce</i>		
Dialogue social actif dans le secteur tchèque du commerce, République tchèque (mai 2002)		
<i>Construction</i>		
Ateliers pour le projet des Volontaires des Nations Unies (VNU) sur les travailleurs de la construction du secteur informel en Tanzanie (2003)	<i>Informal labour in the construction industry in Nepal</i> (2002) <i>The construction labour force in South Africa: A study of informal labour in the Western Cape</i> (2003)	Films: <i>The causes of accidents and ill health on construction sites and how to prevent them</i> (Inde et République-Unie de Tanzanie); et <i>The role of women in the construction workforce in India</i> Ateliers de formation en Inde avec la Fédération internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (FITBB)

Réunions	Etudes/recherches/documents de travail	Autres activités
	<p><i>Informal labour in the construction industry in Kenya: A case study of Nairobi</i> (2003)</p> <p><i>Organizing in the informal economy: A case study of the building industry in South Africa</i> (2003)</p> <p><i>How to prevent accidents on small construction sites</i> (2003)</p> <p><i>Labour practices in large construction projects in Tanzania</i> (à paraître)</p> <p>The Construction Labour Welfare Board in Kerala (à paraître)</p>	
Education		
Comité conjoint OIT/UNESCO d'experts sur l'application de la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant, 8 ^e session, 2003	<i>Profil statistique de la profession d'enseignant, 2002</i>	Mission consultative technique sur le dialogue social, l'éducation et le DSRP en République-Unie de Tanzanie
Le dialogue social dans l'éducation dans le cadre PDSE/DSRP en République-Unie de Tanzanie	<i>Teachers and new ICT in teaching and learning: Modes of introduction and implementation: Impact and implications for teachers, 2002</i>	Activités-cadres et Mémoire d'accord pour l'éducation pour tous les programmes phares sur les enseignants (Cambodge et République-Unie de Tanzanie)
Le dialogue social dans l'éducation et la condition du personnel enseignant: Cambodge et Asie du Sud-Est, 2003 (UNESCO)	<i>Teaching and the use of ICT in Hungary, 2003</i>	Activités promotionnelles pour la Journée mondiale des enseignants
Les technologies de l'information et des communications (TIC) et le rôle des enseignants (Internationale de l'éducation avec le soutien de l'OIT), 2002	<i>Workplace violence in service sectors with implications for the education sector: Issues, solutions and resources, 2003</i>	
	<i>Violence et stress au travail dans le secteur de l'éducation</i> (pays francophones)	
	Emploi universitaire et son équivalent fonctionnel dans l'enseignement postsecondaire (à paraître)	
	Le dialogue social dans l'éducation (à paraître)	
	Etude par pays sur le dialogue social dans l'enseignement: Cambodge (à paraître)	
Services financiers, services professionnels		
La promotion du dialogue social sur les fusions et les acquisitions: les restructurations dans les services financiers de certains pays d'Asie, Philippines (octobre 2002)		
La promotion du dialogue social sur la restructuration des services financiers en Amérique latine (août 2003)		

Réunions	Etudes/recherches/documents de travail	Autres activités
<i>Alimentation, boisson, tabac</i>		
Réunion tripartite sur l'avenir de l'emploi dans le secteur du tabac, Genève (février 2003)	<p><i>The tobacco sector in the United States: A study of five states, 2002</i></p> <p><i>The world tobacco industry: Trends and prospects, 2002</i></p> <p><i>Tobacco: An economic lifeline? The case of tobacco farming in the Kasungu Agricultural Development Division, Malawi, 2003</i></p> <p><i>Making ends meet: Bidi workers in India today. A study of four states, 2003</i></p> <p><i>A study of the tobacco sector in selected provinces of Cambodia and China, 2003</i></p> <p><i>Employment trends in the tobacco sector: Selected provinces of Bulgaria and Turkey</i></p> <p><i>Prospects for micro, small and medium enterprises in the food and drink industries in Guyana (à paraître)</i></p> <p><i>El sector de alimentos y bebidas: Productores formales e informales y sus condiciones en la generación de empleo. El caso de Costa Rica y Nicaragua (à paraître)</i></p> <p><i>Le secteur alimentation et boisson au Burkina Faso: Au-delà de la survie (à paraître)</i></p>	
<i>Industries de la foresterie et du bois</i>		
La restructuration socialement responsable de l'industrie	<i>Outlook study on employment in the forest industry in Europe and CIS (préparé pour l'Etude sur les perspectives du secteur forestier en Europe (EFSOS))</i>	Mise en œuvre du recueil de directives pratiques en Chine
L'industrie des meubles en bois en Java centrale, Indonésie (mars 2003)	<i>Structural change in forest worker training in Europe (préparé pour le projet ERGOWOOD financé par l'Union européenne) (à paraître)</i>	Mise au point d'un recueil de directives pratiques sur la forêt aux Philippines
Atelier sur la chaîne de valeur pour les décideurs, Indonésie (avril 2003)	<i>Raw material supply for the SME furniture industries in central Java, Indonesia</i>	Mise au point d'un recueil de directives pratiques sur la forêt en Uruguay
	<i>Employment trends and prospects in the European forest sector (publié par la CEE)</i>	Formation de forestiers en Uruguay
	<i>How we work and live. Forest workers talk about themselves</i>	Mise au point de consignes de sécurité et de santé pour la foresterie au Guyana
	Mise à jour n° 10 du réseau FORWORKNET portant sur la sécurité et la santé	Egalité entre les sexes et foresterie (équipe coordonnatrice d'experts)
		Elaboration d'un guide et d'un module multimédia d'accompagnement pour les PME dans les industries du meuble de l'Indonésie (<i>How to get and use effectively good quality timber</i>)
		Projet de directives pour l'inspection du travail dans la foresterie

Réunions	Etudes/recherches/documents de travail	Autres activités
	<i>Raising awareness of forests and forestry, building bridges between people, forests and forestry, 2003</i>	
Services de santé		
La violence sur le lieu de travail: une menace pour des services de santé de qualité, séminaire OIT/CII/OMS/ISP, Genève (septembre 2003)	<i>Social dialogue in the health services – Case studies of Brazil, Canada, Chile, and the United Kingdom, 2002</i>	Elaboration d'un outil d'orientation pratique sur le renforcement du dialogue social dans les services de santé
La violence sur le lieu de travail dans le secteur de la santé, Bulgarie (octobre 2003)	<i>Relationship between work stress and workplace violence in the health sector, 2003</i>	Propositions d'approches pour la promotion de la ratification de la convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977
Le renforcement du dialogue social dans les services de santé, Ghana (novembre 2003)	<i>Workplace violence in the health sector: Country case studies: Synthesis report, 2002</i>	
	<i>Workplace violence in the health sector: State of the art, 2002</i>	
	<i>Framework guidelines for addressing workplace violence in the health sector, 2002</i>	
	La migration des travailleurs de la santé – Etude de cas par pays, Philippines. Analyse de la migration des travailleurs de la santé pour certains pays d'Asie, le Canada, les Etats-Unis et le Royaume-Uni	
	<i>The impact of Severe Acute Respiratory Syndrome (SARS) on health personnel, 2003</i>	
	<i>International migration of health workers: Labour and social issues, 2003</i>	
Hôtellerie, restauration, tourisme		
Réunion régionale tripartite sur l'emploi dans l'industrie du tourisme pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok, 2003	<i>Employment and human resources in the tourist industry in Asia and the Pacific, 2003</i>	Un catalogue des critères nécessaires pour que les tour-opérateurs puissent rendre compte des pratiques des entreprises en vue d'un tourisme durable (avec le PNUE)
	<i>Violence and stress at work in hotels, catering and tourism, 2003</i>	Séminaires sur le dialogue social, Bénin et Togo
	<i>The impact of the 2001-02 crisis on the hotel and tourism industry, 2003</i>	
	<i>New threats to employment in the travel and tourism industry, 2003</i>	
	<i>Tourism employment in the Asia-Pacific Region, 2003</i>	
Industries mécaniques et électrotechniques (IME)		
Réunion tripartite sur la formation permanente dans les industries mécaniques et électrotechniques, Genève (septembre 2002)		Création d'un portail à guichet unique sur les ZFE

Réunions	Etudes/recherches/documents de travail	Autres activités
Médias, culture, arts graphiques		
	<i>Violence and stress at work in the performing arts and in journalism, 2003</i>	
	<i>Child performers working in the entertainment industry around the world: An analysis of the problems faced, 2003</i>	
Mines		
	<i>Handbook on safety and health in small-scale surface mines</i> , publié en hindi, en portugais et en ourdou	Participation à la revue des industries extractives de la Banque mondiale; Projet mines, minéraux et développement durable
	Des chapitres sur les exploitations minières de petite taille et la sécurité dans les mines dans deux ouvrages publiés à l'extérieur	Programme pour les exploitations minières de petite taille dans le cadre du NEPAD, avec la CNUCED et la CEA
Pétrole et gaz		
Réunion tripartite sur la promotion de bonnes méthodes de relations professionnelles dans le secteur du raffinage du pétrole et de la production de pétrole et de gaz, Genève (février-mars 2002)		
Services postaux et autres services de communications		
Réunion tripartite sur l'emploi, l'employabilité et l'égalité des chances dans les services des postes et télécommunications (mai 2002)	<i>El diálogo social en los servicios de correos en América Latina, 2003</i>	
Le dialogue social dans les services postaux d'Amérique latine, Pérou (août 2003)	<i>Violence and stress at work in the postal sector, 2003</i>	
Services publics		
Réunion paritaire sur les services publics d'urgence: dialogue social dans un environnement en mutation (janvier 2003)	<i>Best practice in social dialogue in public service reform: A case of the Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD), 2003</i>	
Ateliers de validation pour un guide pratique sur le renforcement du dialogue social dans les réformes du service public, Ghana (octobre 2003) et Inde (novembre 2003)	<i>Best practice in social dialogue in public service emergency services in South Africa, 2003</i>	
	<i>Case studies in social dialogue in the public emergency services, Argentina, 2003</i>	
	<i>Les écarts entre les directives sur le dialogue social adoptées par la Réunion sur les services publics d'urgence (janvier 2003) et la réalité dans les lois et pratiques nationales (Bulgarie, Kenya et Mexique)</i>	

Réunions	Etudes/recherches/documents de travail	Autres activités
<i>Transports maritimes, ports, pêcheries, voies de navigation intérieures</i>		
<i>Transports maritimes</i>		
Réunion sur les registres internationaux (avril 2002)	<i>Women seafarers: Global employment policies and practices, 2003</i>	Promotion des normes du travail maritime, y compris de la convention n° 185
Commission paritaire maritime, Sous-commission sur les salaires des gens de mer (juillet 2003)	<i>Global seafarers</i> (à paraître)	Formation d'inspecteurs des navires (Bulgarie, Egypte, Italie, Lettonie, Malte, Ukraine)
Réunions du Groupe de travail tripartite de haut niveau sur les normes du travail maritime et de son sous-groupe (juin, octobre 2002, et février, juin 2003)		
Séminaires régionaux: Asie et Pacifique, Singapour (juillet 2002) et Amérique latine, Rio de Janeiro (avril 2003)		
Réunions préparatoires sur les pièces d'identité des gens de mer (mai 2002, février 2003)		
CIT 2003: adoption de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003		
Réunions informelles sur la biométrie (septembre, décembre 2003)		
<i>Ports</i>		
Groupe de travail conjoint OIT/OMI sur la sûreté portuaire (juillet 2003)	Directives OMI/OIT/ONU/CEE pour le chargement des cargaisons dans des engins de transport, 2002	Promotion du programme de développement du personnel portuaire (PDP): 11 nouvelles licences délivrées pour l'utilisation du matériel de formation relatif au PDP
Réunion d'experts sur la sûreté, la sécurité et la santé dans les ports (décembre 2003). Adoption d'un projet de recueil de directives pratiques sur la sûreté dans les ports, d'un projet de recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les ports, et d'une résolution concernant les recueils de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les ports	Projet <i>Port health and safety audit manual</i> (à tester) Traduction du programme de développement du personnel portuaire d'anglais en arabe, en grec et en portugais en plus du bahasa, de l'indonésien, du chinois, du coréen et de l'espagnol Mise en œuvre du programme de développement du personnel portuaire et atelier d'instructeurs au Brésil, en Chine, en Egypte, en Erythrée, en Grèce, au Mexique, aux Philippines, en Slovaquie et au Soudan Révision de l'unité P3.1 du PDP sur la manutention des cargaisons dangereuses dans les ports	Assistance technique: composante portuaire du projet CIF-OIT «Amélioration de la sécurité et de la santé et des conditions de travail dans l'industrie maritime» (Fédération de Russie); et concernant un projet de règlement sur la sécurité et la santé dans les travaux portuaires, Seychelles, 2003 Participation tripartite de l'OIT à la Conférence diplomatique de l'OMI (décembre 2002)

Réunions	Etudes/recherches/documents de travail	Autres activités
<i>Pêche</i>		
Réunion tripartite d'experts sur les normes du travail dans le secteur de la pêche (septembre 2003)	Etude sur la survie en eau froide pour les pêcheurs	Projet sur les conditions de travail dans le secteur de la pêche, Brésil
Réunions mixtes FAO/OIT/OMI visant à élaborer des recueils de directives sur la sécurité et la santé	Etude sur la sécurité et la santé dans la pêche en Afrique australe, Zambie	Cours de formation pour les employeurs du secteur de la pêche des pays d'Amérique latine
<i>Industries du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure</i>		
La compétitivité et la promotion du travail décent dans le textile et l'habillement, Maroc (décembre 2003). Plan d'action pour 2004-05 adopté	Mise à niveau et compétitivité du textile-habillement: L'importance d'une approche durable fondée sur le travail décent et l'efficacité économique (Maroc)	Collaboration dans le cadre du programme pilote pour le travail décent
	Tableau de bord économique et social de l'industrie du textile-habillement au Maroc	Activités de coopération pour la formulation d'un projet éducatif travailleur-direction pour les usines des chaînes d'approvisionnement sur la productivité et les conditions de travail en Turquie
		Contribution à une étude de la Banque mondiale sur «le renforcement de l'application de la responsabilité sociale des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement mondiales» (2003)
<i>Transports</i>		
<i>Aviation civile</i>		
Réunion tripartite sur l'aviation civile: conséquences sociales et en matière de sécurité sur la crise consécutive au 11 septembre 2001, Genève (janvier 2002)	<i>Consequences of the crisis subsequent to 11 September 2001</i> (2002)	
	<i>The impact of 11 September on the aviation industry: Traffic, capacity, employment and restructuring</i> (2002)	
L'aviation civile en Amérique latine et en Amérique centrale: les conséquences sociales et sur l'emploi de la restructuration après le 11 septembre 2001, Costa Rica (mai 2003)	<i>The impact of the restructuring of civil aviation on employment and social practices</i> (2002)	
	<i>The crisis in civil aviation subsequent to 11/09/2001: 15 months later</i> (2003)	
	<i>Civil Aviation: The worst crisis ever</i> (2003)	
	<i>Violence and stress at work in the transport sector</i> (2003)	
	<i>Restructuring: How to deal with workers' insecurity feelings?</i> (2003)	
<i>Fabrication de matériel de transport</i>		
<i>Dépeçage des navires</i>		
Consultations techniques sur un projet de directives sur la SST dans le dépeçage des navires, Genève (novembre 2002)		
La SST et le dépeçage des navires, Turquie (septembre 2003)		

Réunions	Etudes/recherches/documents de travail	Autres activités
<hr/>		
Réunion tripartite interrégionale d'experts en matière de sécurité et de santé dans le dépeçage des navires pour certains pays d'Asie et pour la Turquie, Bangkok (octobre 2003)		
<i>Services publics</i>		
Réunion tripartite sur les défis à relever et les chances à saisir par les services publics (mai 2003)	<i>Public-private partnerships in the utilities sector (à paraître)</i>	
<i>Secteur des services – général</i>		
Réunion d'experts chargée de mettre au point un recueil de directives pratiques sur la violence et le stress au travail dans le secteur des services, en tant que menace pour la productivité et le travail décent (octobre 2003)		

Partie II. Planification du programme, 2004-05

Secteurs

VIH/SIDA: Approche sectorielle de la question du VIH/SIDA sur le lieu de travail

Programme d'action

- Elaborer puis adopter des objectifs en s'appuyant sur la réunion interrégionale de décembre 2003
- Recueillir des exemples de programmes sectoriels fructueux et de bonnes pratiques
- Modifier le manuel d'éducation et de formation pour répondre aux besoins sectoriels spécifiques
- Identifier les pays et secteurs candidats
- Etablir des comités directeurs tripartites à l'échelle nationale
- Elaborer puis adopter des activités en mettant l'accent sur les comités de sécurité et de santé, les services d'inspection du travail, la formation et le renforcement des capacités
- Mener à bien le programme d'activités
- Evaluer les activités

Agriculture

Programme d'action

- Mener des activités tripartites à l'échelle nationale pour promouvoir la convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001
- Mener des activités de formation en vue d'améliorer la sécurité et la santé au travail sur le lieu de travail par le dialogue social
- Améliorer la sécurité et la santé dans les communautés rurales: adapter à d'autres régions la méthodologie WIND (élaborée en Asie du Sud-Est)
- Publier un ouvrage sur la liberté syndicale dans l'agriculture
- Publier un ouvrage sur la négociation collective dans l'agriculture

Métaux de base

- Promouvoir, dans le cadre d'ateliers à l'échelle nationale, le Recueil de directives pratiques du BIT sur la sécurité et la santé dans les industries de métaux non ferreux et le Recueil de directives pratiques du BIT sur la sécurité et l'hygiène dans l'industrie du fer et de l'acier
- Réaliser des recherches en vue de la révision du Recueil de directives pratiques sur la sécurité et l'hygiène dans l'industrie du fer et de l'acier; élaborer un projet de texte révisé
- Tenir une réunion d'experts chargée de réviser le Recueil de directives pratiques sur la sécurité et l'hygiène dans l'industrie du fer et de l'acier (2005)
- Publier le Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les industries de métaux non ferreux en farsi et en hindi, et le Recueil de directives pratiques sur la sécurité et l'hygiène dans l'industrie du fer et de l'acier en anglais, en français, en espagnol et, en fonction des besoins, dans d'autres langues

Produits chimiques

- Recueillir et diffuser des exemples dans les industries chimiques des meilleures pratiques pour donner des informations sur les changements et les restructurations dans l'entreprise
- Etudier les réglementations à l'échelle nationale qui déterminent les mesures de flexibilité du travail qui visent à faire face à la concurrence plus forte et à favoriser l'employabilité et la croissance économique
- Intégrer les meilleures pratiques dans les programmes d'éducation et de formation afin de stimuler la capacité des entreprises de suivre le rythme de l'évolution constante

Secteurs

- Réaliser des études comparatives sur la formation professionnelle dans des pays en développement, les économies en transition et les pays développés
- Elaborer un document de travail sur les meilleures pratiques afin de promouvoir de bonnes relations professionnelles dans les industries chimiques
- Promouvoir les conventions de l'OIT relatives à la sécurité et à la santé au travail dans les industries chimiques

Commerce

- Finaliser et évaluer dans un cadre tripartite un manuel sur le dialogue social dans le commerce
- Tenir des réunions tripartites à l'échelle régionale ou nationale en vue de la diffusion des conclusions et recommandations de la Réunion tripartite de 2003 sur les conséquences pour l'emploi des fusions et acquisitions dans le secteur du commerce
- Fournir une assistance aux gouvernements et aux partenaires sociaux pour renforcer la capacité de dialogue social sur les conséquences pour l'emploi des fusions, des acquisitions et des restructurations analogues

Construction

Programme d'action

Pays proposés (un ou plusieurs): Barbade, Brésil, Egypte, Ghana, Inde, République-Unie de Tanzanie

Objectifs globaux:

- Créer des conditions propices au développement durable du secteur de la construction
- Défendre les droits des travailleurs et améliorer la qualité des emplois dans la construction
- Accroître les investissements et le nombre d'emplois dans le secteur

Les activités seront regroupées comme suit:

- Formaliser les pratiques informelles (amélioration des réglementations visant les entrepreneurs, les sous-traitants et les travailleurs)
- Améliorer la sécurité et la santé au travail
- Dispenser une formation axée sur le travail dans la construction
- Prendre des initiatives pour favoriser la création d'emplois

Réaliser des consultations tripartites en vue de définir les priorités à l'échelle nationale/des plans d'action détaillés

Mettre en œuvre, superviser et évaluer ces activités en vue de leur réutilisation

Education

Programme d'action

- Entamer des consultations tripartites sur les activités proposées pour mettre en œuvre le programme d'action
- Consulter les représentants d'organisations internationales d'enseignants et d'organisations intergouvernementales sur les activités proposées pour les programmes d'action
- Elaborer un programme de travail et un budget en vue de la mise en œuvre du programme d'action (janvier 2004)
- Préparer et adresser des courriers aux ministères de l'Education des Etats Membres pour leur demander s'ils souhaitent participer au programme d'action (janvier 2004)
- Consulter des coordinateurs gouvernementaux régionaux et les représentants des groupes des employeurs et des travailleurs du Conseil d'administration sur les progrès de la mise en œuvre du programme d'action (février 2004)
- Consulter des organisations de financement multi-bilatérales et bilatérales en vue d'une éventuelle aide financière (février-mars 2004)

Secteurs

Services financiers

Programme d'action

- Promouvoir les meilleures pratiques en ce qui concerne l'externalisation et la délocalisation du travail dans le cadre de la restructuration au niveau mondial des services financiers
- Aider les mandants de l'OIT dans les pays cibles à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies destinées à maximaliser les possibilités d'emplois créés par l'externalisation à l'étranger d'activités, et à promouvoir le dialogue social entre les mandants tripartites dans les pays d'origine, afin de réduire au minimum les conséquences négatives de l'externalisation pour l'emploi
- Réaliser des recherches sur les conséquences de l'externalisation pour l'emploi dans deux grands pays d'origine et dans trois pays de destination. Elaborer des documents de formation aux fins d'ateliers et de séminaires tripartites nationaux pour promouvoir, en cas d'externalisation et de relocalisation d'emplois, le consensus sur la restructuration socialement responsable d'entreprises
- Tenir des ateliers nationaux en vue d'une meilleure intégration des principes réaffirmés dans la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi, et des principes contenus dans la Déclaration sur les entreprises multinationales
- Fournir des services techniques consultatifs pour revoir la législation nationale du travail et son application aux nouveaux régimes d'externalisation
- Mener d'autres activités sur les conséquences des restructurations pour l'emploi

Alimentation, boisson et tabac

- A partir des résultats de recherches, tenir dans dix pays de la CEI un atelier sous-régional sur le dialogue social dans le secteur du tabac (Kiev, mai 2004)
- Tenir un ou plusieurs ateliers sur le développement des petites et moyennes entreprises dans le secteur de l'alimentation et des boissons, dans certains pays des Caraïbes
- Tenir un atelier sur l'avenir de l'emploi dans le secteur du tabac dans certains pays du MERCOSUR
- Publier trois études sur le secteur de l'alimentation et des boissons (Guyana, Burkina Faso, Costa Rica/Nicaragua)
- Tenir un ou plusieurs ateliers nationaux pour promouvoir le travail décent et le dialogue social dans le secteur de l'alimentation et des boissons (Guyana, Burkina Faso, Costa Rica)
- Fournir une aide technique à l'Equipe spéciale interorganisations de l'ONU de lutte contre le tabac

Foresterie et bois

- Elaborer un projet de lignes directrices pour l'inspection du travail dans la foresterie (début 2004)
- Tenir une réunion d'experts pour réviser, modifier et adopter les lignes directrices (début 2005)
- Mener des activités de suivi pour promouvoir le recours aux lignes directrices et dispenser une formation pratique

Services de santé

- Suivi de «Dialogue social dans les services de santé: outil d'orientation pratique» et élaborer des documents de formation
- Publier des études nationales de cas sur: *a)* le dialogue social dans les services de santé au Brésil, en Bulgarie, au Ghana et en Ouganda, et *b)* la migration des travailleurs de la santé des Philippines
- Poursuivre la contribution de l'OIT au Programme conjoint OIT/CII/OMS/ISP relatif à la violence sur le lieu de travail dans le secteur de la santé
- Promouvoir le Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail, et des documents de formation dans le secteur des services de santé

Secteurs

Hôtellerie, restauration et tourisme

Priorités

- *Programme d'action*: faire face aux situations de crise et créer des emplois de meilleure qualité et en plus grand nombre dans l'hôtellerie, la restauration et le tourisme
 - Système de comptes du travail dans le secteur du tourisme
 - Manuel sur les indicateurs sociaux en vue d'un développement durable du tourisme (études de pays sur les bonnes pratiques liées à l'Agenda du travail décent; ateliers sous-régionaux)
 - Manuel sur la promotion du dialogue social afin de prévenir et de gérer les situations de crise en matière d'emploi (études de pays; ateliers sous-régionaux)
- *Hôtellerie, restauration et tourisme dans le programme d'action multisectorielle sur le VIH/SIDA*
 - Mener des activités dans les pays et sous-régions en développement qui dépendent du tourisme; entre autres, Amérique centrale, Caraïbes, Ethiopie, Sao Tomé-et-Principe, Afrique du Sud

Autres

- Fournir un apport technique, sur des questions liées à l'emploi dans les secteurs du tourisme, à la conférence de l'Organisation mondiale du tourisme sur l'analyse du secteur du tourisme dans l'économie mondiale (2005)
- Tenir une réunion tripartite régionale sur l'emploi dans l'hôtellerie, la restauration et le tourisme pour les Amériques (prévue dans un pays des Caraïbes)
- Fournir une coopération technique sur le développement des ressources humaines dans le secteur du tourisme: Nigéria, Afrique du Sud

Industries mécaniques et électrotechniques

- Zones franches d'exportation. Actualiser le guichet unique
- Elaborer un document de travail en vue d'une analyse coûts-avantages dans les zones franches d'exportation

Médias, culture et arts graphiques

- Réunion tripartite sur l'avenir du travail et de la qualité dans la société de l'information: Le secteur des médias, de la culture et des arts graphiques, Genève, 18 au 22 octobre 2004
- Eventuel projet OIT/CNUCED et UNESCO en vue de la réduction de la pauvreté par la création d'emplois et l'expansion des échanges dans des secteurs créatifs de certains pays en développement
- Activités visant les enfants artistes qui travaillent dans le secteur du spectacle
- Dix-neuvième session ordinaire du Comité intergouvernemental OIT/UNESCO/OMPI de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Convention de Rome de 1961), Paris, 2005
- Sommet mondial sur la société de l'information, seconde phase, Tunis, 2005

Exploitations minières

- Tenir un atelier national à propos du VIH/SIDA sur le lieu de travail dans plusieurs pays de l'Afrique et de l'Asie (voir programme d'action)
- Effectuer des recherches sur les liens entre le temps de travail et la sécurité et la santé au travail
- Traduire en thaï un manuel sur la sécurité et la santé dans les petites exploitations minières
- Participer au programme Banque mondiale/DfID sur les petites exploitations minières (CASM)
- Inclure un chapitre sur les petites exploitations minières dans un livre publié à l'extérieur
- Promouvoir la convention n° 176
- Collaborer avec l'IPEC dans des programmes sur les petites exploitations minières

Secteurs

Pierres précieuses

- Elaborer un manuel sur la sécurité et la santé au travail dans les opérations de taille et de polissage de diamants et de pierres précieuses
- Publier un manuel en hindi et en thaï

Pétrole et gaz

- Elaborer des programmes et tenir des réunions sur la promotion du dialogue social et sur le renforcement des capacités de négociation des partenaires sociaux et des gouvernements pour faire face au VIH/SIDA, aux situations multiculturelles, aux fusions et acquisitions, en améliorant la sécurité et la santé au travail et la protection sociale dans le secteur de l'extraction et de la production de pétrole et de gaz dans des Etats arabes (par exemple, Bahreïn, Iraq, Koweït), et dans des pays producteurs de pétrole et de gaz, de l'Asie (par exemple, Chine, Iran, Kazakhstan) et de l'Afrique
- Examiner les moyens de promouvoir le dialogue social sur le lieu de travail dans le secteur du pétrole et du gaz, à l'échelle internationale, régionale et nationale
- Elaborer un document de travail sur les bonnes pratiques en matière de relations professionnelles et leurs résultats, en particulier en cas de restructuration d'entreprises, et informations sur les bonnes pratiques en matière de sécurité et de santé, et leurs résultats, dans l'extraction et la production de pétrole et de gaz et dans le secteur de la raffinerie de pétrole

Postes et autres services de communication

- Suivi du Séminaire régional conjoint OIT/UPU sur le dialogue social dans les services postaux, en Amérique latine
- Eventuel séminaire régional conjoint OIT/UPU sur le dialogue social dans les services postaux, en Afrique francophone et en Afrique anglophone, 2005
- Vingt-troisième Congrès de l'Union postale universelle, Bucarest, 2004

Services publics

- Finaliser le projet de guide pratique fondé sur les conclusions d'ateliers nationaux (Ghana et Inde). Le faire connaître aux mandants tripartites. Appliquer le guide à des programmes nationaux de formation
- Promouvoir les *Directives sur le dialogue social des services publics d'urgence*; diffuser les projets de documents de travail
- Tenir des ateliers nationaux en vue d'élaborer des stratégies à l'échelle nationale pour améliorer l'application des *Directives*
- Elaborer un éventuel projet sur la promotion du dialogue social et d'une meilleure gouvernance en ce qui concerne la réforme du service public et la qualité de la prestation du service public

Transports maritimes, ports, pêche et voies de navigation intérieures

Transports maritimes

- Conférence technique maritime préparatoire (septembre 2004)
- Session maritime de la Conférence internationale du Travail (septembre 2005)
- Colloque tripartite régional sur les normes du travail maritime à Alexandrie, Egypte (octobre 2004)

Ports

- Mener des activités en vue de l'élaboration et de la publication d'un manuel d'orientation sur le dialogue social dans le cas d'ajustements structurels et de la participation du secteur privé aux activités portuaires
- Projet OIT/CCI en Fédération de Russie sur l'«Amélioration de la sécurité et de la santé et des conditions de travail dans le secteur maritime»
- Mener des activités promotionnelles pour éliminer dans le secteur portuaire la discrimination fondée sur le sexe

Secteurs

Programme de développement du personnel portuaire (PDP)

- Promouvoir le PDP
- Modifier l'accord sur la licence PDP afin d'y inclure les conditions requises pour l'établissement de rapports
- Renouveler les licences PDP arrivées à échéance
- Communiquer à tous les titulaires de licence la version modifiée de l'Unité P.3.1 du PDP
- Traduire en espagnol et dans d'autres langues la version modifiée de l'Unité P.3.1 du PDP
- Dispenser un cours international de formation à l'intention des formateurs du PDP
- Actualiser/réviser le manuel du formateur principal du PDP
- Lancer des activités en vue d'étendre le PDP aux travailleurs des terminaux de marchandises en vrac
- Apporter des corrections aux documents de formation du PDP

Sûreté, sécurité et santé dans les ports

- Publier et promouvoir le Recueil de directives pratiques sur la sûreté dans les ports et le Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les ports
- Elaborer des documents en vue d'une formation liée à l'application du Recueil de directives pratiques sur la sûreté dans les ports et du Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les ports
- Collaborer avec l'Organisation maritime internationale pour fournir une assistance technique aux pays en développement en vue de l'application conjointe du Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (Code ISPS) et du Recueil de directives pratiques BIT/OMI sur la sûreté dans les ports
- Traduire dans d'autres langues le Recueil de directives pratiques sur la sûreté dans les ports et le Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les ports
- Prendre des mesures pour établir une plate-forme tripartite en vue du suivi de l'application et de l'actualisation du Recueil de directives pratiques sur la sûreté dans les ports et du Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les ports

Autres activités

- Promouvoir la convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979
- Evaluer et publier le manuel d'audit sur la sécurité et la santé dans les ports
- Effectuer des recherches en vue d'une approche intégrée du travail dans les ports

Pêche

- Elaborer une norme d'ensemble sur les conditions de travail dans le secteur de la pêche
- Finaliser les codes FAO/OIT/OMI sur la sécurité et la santé des pêcheurs et sur la sécurité des bateaux de pêche et de leurs équipements
- Promouvoir l'amélioration des conditions de travail dans le secteur de la pêche

Textiles, habillement, cuir et chaussure

Programme d'action

- Mener des consultations tripartites; choisir des pays; définir le rôle et la fonction du comité directeur tripartite, et établir l'ordre des phases d'application
- Mener des consultations tripartites à l'échelle nationale dans les pays choisis
- Etablir un comité directeur national tripartite (TSC) pour définir un plan d'action à l'intention des partenaires sociaux et orienter son application
- Tenir un atelier national tripartite de haut niveau en vue de l'adoption officielle d'un plan d'action
- Prévoir la supervision par le TSC de la phase d'application, en collaboration étroite avec l'OIT
- Tenir une réunion d'évaluation

Secteurs

Transports

Aviation civile

- Renforcer de la coopération entre l'OACI et l'OIT
- Tenir un atelier tripartite sur l'avenir de l'aviation civile en Afrique: restructuration et dialogue social (octobre 2004)

Selon les ressources disponibles:

- Tenir une réunion tripartite à Genève afin de faciliter le dialogue social sur les moyens de maîtriser la tendance cyclique du secteur de l'aviation civile et d'élaborer des directives pour l'avenir (début 2005)
- Tenir un atelier tripartite sur la liberté syndicale des contrôleurs aériens (2005)

Transports routiers

- Promouvoir dans le secteur des transports routiers le Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail, et des documents de formation
- Promouvoir dans le secteur des transports routiers le Recueil de directives pratiques du BIT sur la violence au travail dans le secteur des services et mesures visant à combattre ce phénomène

Transports ferroviaires

- Promouvoir dans le secteur des transports ferroviaires le Recueil de directives pratiques du BIT sur la violence au travail dans le secteur des services et mesures visant à combattre ce phénomène
- Entamer des consultations sur l'éventuelle élaboration d'un recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans le secteur des transports ferroviaires

Fabrication du matériel de transport

- Tenir une réunion restreinte sur le secteur des pièces détachées automobiles (fournisseurs) (2005)
- Réaliser une étude de faisabilité en vue de l'établissement d'une base de données pour le secteur de la fabrication du matériel de transport et le secteur des industries mécaniques et électrotechniques
- Publier un ouvrage sur l'industrie automobile

Démolition et dépeçage de navires

- Tenir des ateliers nationaux en vue de mettre en œuvre des lignes directrices sur la sécurité et la santé dans le secteur de la démolition et du dépeçage de navires au Bangladesh, en Chine, en Inde, au Pakistan et en Turquie
- Groupe de travail conjoint à l'étude avec l'OMI et le secrétariat de la Convention de Bâle

Services collectifs

- Projet dans cinq pays d'Asie centrale en vue de mécanismes effectifs de dialogue social dans le secteur des services collectifs publics
- Publication sur la démocratie et les partenariats public-privé

Activités intersectorielles

- Promouvoir le Recueil de directives pratiques sur la violence au travail dans le secteur des services et mesures visant à combattre ce phénomène dans les secteurs suivants: commerce; éducation; services financiers; services de membres de professions libérales; hôtellerie, restauration et tourisme; médias et loisirs; services postaux; services publics d'urgence et services collectifs
-

Partie III. Vue d'ensemble des secteurs

Agriculture, plantations et autres secteurs ruraux

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Dans beaucoup de pays en développement, l'agriculture est le moteur de l'économie mais le secteur rural est souvent privé des investissements nécessaires pour favoriser la croissance et créer des emplois. La pauvreté, le faible niveau d'instruction, les conditions de travail dangereuses et le mauvais état de santé contribuent tous à abaisser la productivité du travail dans l'agriculture, ce qui perpétue le cycle de la pauvreté rurale. Le manque d'accès aux soins de santé de base et aux systèmes de protection sociale fait que la maladie, l'invalidité ou le décès enfonce davantage les familles rurales dans la pauvreté. Les hommes émigrent dans les villes à la recherche d'un meilleur niveau de vie, si bien qu'en milieu rural les ménages ont de plus en plus souvent une femme à leur tête. Les politiques de l'emploi, qui encouragent en milieu rural les emplois hors agriculture, stimulent le développement des petites et moyennes entreprises, en particulier dans les zones rurales, et orientent les investissements vers l'élaboration d'infrastructures rurales à forte intensité de main-d'œuvre, sont essentielles pour mettre fin aux migrations vers les centres urbains et faciliter la transition d'une société principalement agraire à une société davantage fondée sur l'industrie et le commerce.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Pauvreté ■ Graves déficits de travail décent ■ Productivité et sécurité alimentaire ■ Echanges au niveau mondial 	<p>Population active totale: 1,3 milliard de travailleurs (estimation). Environ 450 millions sont salariés, beaucoup d'entre eux occupant un emploi temporaire</p> <p>Emploi: Les travailleurs agricoles représentent moins de 7 pour cent de la population active des pays de l'OCDE, mais plus de 60 pour cent en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Les femmes représentent 44 pour cent de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement, et leur proportion s'accroît</p> <p>Femmes: Souvent, les tâches agricoles sont fortement marquées par la discrimination sexuelle. Les femmes gagnent moins que les hommes, ont moins de chances d'obtenir un emploi régulier et d'être syndiquées, et font l'objet de harcèlement de la part de collègues et de contremaîtres</p> <p>Travail des enfants: Dans l'agriculture, la proportion d'enfants au travail est plus élevée que dans tout autre secteur économique. Selon des études du BIT, quelque 70 pour cent de ces enfants sont occupés dans l'agriculture. Les filles y sont majoritaires</p> <p>Sécurité et santé: L'agriculture fait partie des trois secteurs d'activité les plus dangereux. Plus de la moitié des décès sur le lieu de travail (170 000) ont été enregistrés dans l'agriculture. Quelque 40 000 de ces décès sont dus à des empoisonnements par des pesticides</p> <p>Investissements: L'aide officielle au développement en faveur des pays les moins développés a diminué de 45 pour cent entre 1990 et 2000. L'ensemble des investissements étrangers directs s'est accru de 336 pour cent de 1988 à 1999 mais la part destinée à l'agriculture est passée de 0,2 pour cent de l'ensemble des investissements à 0,1 pour cent</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001 (3 ratifications) ■ Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975 (38 ratifications) ■ Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (41 ratifications) ■ Convention (n° 110) sur les plantations, 1958 (12 ratifications) ■ Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952 (46 ratifications) ■ Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951 (53 ratifications) ■ Recommandation (n° 193) sur la promotion des coopératives, 2002 ■ Recommandation (n° 132) relative aux fermiers et métayers, 1968 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Dans la plupart des pays, les taux de syndicalisation des travailleurs agricoles sont faibles. Dans certains pays de l'Asie et de l'Afrique, les travailleurs des plantations tendent à être mieux organisés ■ Dans certains pays, les travailleurs agricoles sont entièrement ou partiellement exclus de la législation qui garantit le droit de liberté syndicale et le droit de négociation collective ■ Dans certains pays, les restrictions aux activités syndicales font qu'il est difficile, voire impossible, de se syndiquer pour les travailleurs saisonniers, temporaires ou occasionnels, ou les travailleurs de petites entreprises ■ Le Comité du BIT de la liberté syndicale a examiné des dizaines de plaintes relatives au secteur agricole – entre autres, licenciements collectifs, discrimination antisyndicale et non-reconnaissance de syndicats 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Un développement agricole durable dans une économie mondialisée (2000)

Production de métaux de base

Evolutions et problèmes au niveau mondial

La consommation de métaux de base, leur prix et, par conséquent, leur production sont étroitement dépendants de la situation économique. Si le prix des métaux est faible, cela entraîne souvent une réduction des coûts qui influe sur le nombre et la nature des emplois ainsi que sur l'organisation du travail. Le recyclage est un élément clé de la production des métaux de base, en particulier les métaux non ferreux. L'automatisation des procédés et l'utilisation de l'informatique font qu'un nombre plus restreint de personnes travaillent dans le voisinage immédiat des métaux et des machines, mais ces techniques exigent l'emploi d'une main-d'œuvre plus qualifiée.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Emploi ■ Formation ■ Conditions de travail ■ Main-d'œuvre en sous-traitance ■ Sécurité et santé, en particulier dans les petites unités des pays en développement, notamment les fonderies et les usines de production d'acier associées à la casse de bateaux 	<p>Pays: On compte une quarantaine de grands pays producteurs d'acier. Les dix premiers assurent environ 70 pour cent de la production mondiale. En ce qui concerne les métaux non ferreux, la concentration est semblable, voire plus forte, 25 à 40 pays produisant une large proportion des principaux métaux, les cinq premiers produisant 50 à 60 pour cent du volume total dans chacun des cas. Le nombre de sites de production nationalisés continue à décroître. Les conséquences sociales des privatisations antérieures se font toujours sentir dans certaines régions</p> <p>Part du PIB: Elle est difficile à évaluer isolément. Elle est incluse dans celle du «secteur manufacturier»</p> <p>Emploi: Environ 6 à 7 millions de travailleurs dont environ 70 pour cent sont employés dans la production du fer et de l'acier. Le nombre des emplois continue à décroître – de 23 pour cent dans 22 pays producteurs d'acier entre 1995 et 2002, alors que la production d'acier a augmenté de plus de 70 pour cent</p> <p>Femmes: La production des métaux de base est essentiellement assurée par des hommes. Les travailleuses, qui représentent entre 10 et 15 pour cent de la main-d'œuvre, sont concentrées dans les secteurs de la recherche et développement et dans l'administration</p> <p>Organisation: Le taux de syndicalisation demeure relativement élevé, en particulier dans les anciennes entreprises nationalisées. Toutefois, dans les usines nouvellement implantées, en particulier les petites usines sidérurgiques, il n'existe souvent aucun syndicat. La même firme peut posséder, dans différents endroits, des usines dotées de syndicats et d'autres sans syndicat</p> <p>Travail des enfants: Il existe dans les petites fonderies dans les pays en développement, mais il est moins important que dans d'autres secteurs</p> <p>Sécurité et santé: Le nombre d'accidents et de maladies est semblable à celui que l'on constate dans le secteur manufacturier. Les risques d'accidents graves sont en général plus élevés, toutefois, en raison de la présence de métal en fusion, et de produits chimiques et sous-produits toxiques</p>

Instruments pertinents de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none">■ Deux recueils de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans l'industrie métallurgique (1983) et dans les industries des métaux non ferreux (2003). Le premier sera révisé en 2005. Le second est disponible en cinq langues (chinois, anglais, français, russe et espagnol), d'autres traductions sont envisagées■ D'autres recueils de directives pratiques – sur les produits chimiques et les facteurs ambiants sur le lieu de travail notamment – sont tout à fait pertinents dans le domaine de la production des métaux de base	<ul style="list-style-type: none">■ En règle générale bien établi■ La mondialisation de la production des métaux de base ouvre la voie à un dialogue social entre les entreprises sur tout un éventail de questions	<ul style="list-style-type: none">■ Sécurité et santé dans les industries des métaux non ferreux (2001)

Industries chimiques

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Les entreprises chimiques connaissent des mutations et des restructurations. L'assouplissement des pratiques de travail a été largement accepté et l'emploi à vie n'est plus la règle. L'industrie chimique emploie principalement des hommes, mais le nombre des travailleuses a augmenté dans certains pays. L'égalité des chances n'est pas encore parfaite. La moyenne d'âge des travailleurs a augmenté car ce secteur industriel attire moins de jeunes travailleurs qualifiés.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Sécurité de l'emploi et employabilité ■ Sécurité sociale ■ Equilibre entre vie professionnelle et vie privée ■ Intégration des questions liées à l'équilibre entre les sexes ■ Formation et recyclage ■ Elaboration de normes de compétence homologuées au niveau mondial ■ Sous-traitance ■ Souplesse 	<p>Pays importants: Toutes les régions et tous les pays sont d'importants producteurs</p> <p>Part du PIB: En 2003, l'industrie chimique a représenté 2,4 pour cent du PIB de l'Union européenne</p> <p>Emploi: Plus de 16 millions de travailleurs en 1999; 16,5 pour cent du total de la main-d'œuvre du secteur manufacturier</p> <p>Femmes: Les femmes représentent environ 20 pour cent de la main-d'œuvre</p> <p>Organisation: Moins de 20 pour cent de syndicalisation</p> <p>Sécurité et santé: En 2000, 59 accidents mortels ont eu lieu dans les 35 principaux pays producteurs de produits chimiques</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990 (11 ratifications) ■ Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993 (8 ratifications) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Le dialogue social a pris un élan considérable, en particulier au niveau européen ■ L'ICEM et l'ICCA ont fait de grands progrès dans leurs consultations en vue d'établir des structures ou des mécanismes favorisant le dialogue social ■ Un programme de soins responsable a été mis en œuvre sur la base d'un dialogue entre organisations d'employeurs et de travailleurs ■ Un accord-cadre international a été élaboré, un dialogue s'est engagé et des réseaux interentreprises ont été établis 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les meilleures pratiques de flexibilité du travail et leur incidence sur la qualité de la vie professionnelle dans les industries chimiques (2003)

Commerce

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Au cours des deux dernières décennies une tendance mondiale s'est dessinée vers davantage de consolidation et de rationalisation – souvent par le biais de fusions et d'acquisitions. Les grandes entreprises prennent de l'ampleur et les petites sont contraintes d'adopter des stratégies de survie. La réduction des coûts a des répercussions sur l'emploi et les conditions de travail. Les heures d'ouverture des magasins s'allongent. En raison de la saturation des marchés nationaux dans beaucoup de pays développés, les opérateurs recherchent de nouveaux débouchés sur des marchés moins développés.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Conséquence pour l'emploi, la nature et l'organisation du travail des nouvelles technologies et des consolidations ■ «Dégraissage» ou maintien des effectifs au minimum. La forte proportion de travailleurs à temps partiel facilite le déploiement d'un plus grand nombre de personnes pendant les périodes de pointe. Parcelarisation de l'emploi et du temps de travail ■ L'allongement des heures d'ouverture a des conséquences sur l'emploi et les conditions de travail 	<p>Pays importants: La plupart des pays développés et des pays à économie émergente. La structuration et le fonctionnement de ce secteur varient considérablement en fonction du niveau de vie, de la consommation, des habitudes d'achat et de la législation régissant la taille des entreprises, les heures d'ouverture des magasins et la protection des consommateurs</p> <p>Part du PIB: Environ 15 pour cent dans la plupart des pays</p> <p>Emploi: Le secteur de la distribution fait appel à beaucoup de main-d'œuvre. Il aborde une part considérable de la main-d'œuvre: 16 pour cent dans l'Union européenne; 19 pour cent aux Etats-Unis; et 18 pour cent au Japon. En Europe centrale et orientale, la part des emplois dans le commerce par rapport au total des emplois est relativement faible mais augmente rapidement</p> <p>Femmes: En moyenne, la proportion de femmes employées dans le secteur du commerce est plus forte que dans l'économie dans l'ensemble. Le taux d'emploi féminin le plus élevé se rencontre en Amérique latine et dans les pays connaissant une transition économique. Au niveau de l'Union européenne, la proportion de femmes travaillant dans le secteur de la distribution de détail s'élève à 58,5 pour cent</p> <p>Organisation: Dans beaucoup de pays, c'est le secteur industriel le moins syndiqué (prédominance des PME). Rotation importante de la main-d'œuvre et proportion élevée de travailleurs à temps partiel et temporaires</p> <p>Travail des enfants: Important dans le secteur informel. Absence de statistiques</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930 (30 ratifications) ■ Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957 (62 ratifications) ■ Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964 (49 ratifications) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Prédominance des institutions et des mécanismes de négociation collective ■ Les changements structurels opérés dans le secteur du commerce ont eu des répercussions sur la négociation collective et, de manière plus générale, sur le dialogue social ■ Depuis l'établissement d'un dialogue social en 1985, les partenaires sociaux européens dans le secteur du commerce ont travaillé en étroite collaboration sur les questions de politique de l'emploi, ce qui a abouti à la signature d'un mémorandum sur la formation professionnelle dans le commerce de détail et à un avis conjoint sur l'emploi. Dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne, les partenaires sociaux ont travaillé avec leurs homologues des pays candidats pour promouvoir des réunions en matière de relations professionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Répercussions sur l'emploi des fusions et acquisitions dans le domaine du commerce (2003)

Construction

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Au cours des trente dernières années, on a pu noter dans les industries de la construction, en particulier dans les pays en développement, une forte tendance à la précarisation de l'emploi et au recours à la sous-traitance. Il y a peu de chances que les tendances actuelles en matière d'emploi changent dans un avenir prévisible.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Précarisation de l'emploi ■ Recours très fréquent à la sous-traitance de la main-d'œuvre ■ Affaiblissement et division de la main-d'œuvre ■ Privatisation étendue ■ Diminution du nombre de projets commandités par le secteur public ■ Perte d'emplois dans le secteur public ■ Diminution du nombre des adhérents des organisations de travailleurs et d'employeurs ■ Erosion du dialogue social ■ Diminution du nombre d'accords résultant de la négociation collective ■ Absence de sécurité économique ■ Absence de sécurité sociale et d'assurance en cas d'accident ■ Détérioration de la sécurité et de la santé des travailleurs du bâtiment liée à celle de leurs conditions d'emploi ■ Baisse des niveaux de compétences ■ Remise en question des programmes de formation conjoints 	<p>Part du PIB: Le secteur de la construction croît ou diminue en fonction de la croissance économique. Il représente en règle générale entre 2 et 8 pour cent du PIB mais peut atteindre 10 pour cent. Les produits du secteur de la construction sont des biens d'investissement importants qui représentent près de 50 pour cent de la formation brute de capital fixe</p> <p>Emploi: Près de 111 millions (1998); 75 pour cent de la main-d'œuvre totale employée dans ce secteur se trouvent dans les pays en développement</p> <p>Femmes: Les estimations varient considérablement. Ainsi, le chiffre officiel pour l'Inde concernant la proportion de femmes employées dans ce secteur est de 8 pour cent mais, en réalité, il atteint 50 pour cent; 90 pour cent d'entre elles sont employées comme main-d'œuvre précaire (comparé à 75 pour cent d'hommes). La plupart d'entre elles ne sont pas inscrites sur les registres du personnel des entreprises</p> <p>Travail des enfants: On dispose de peu d'informations. Un grand nombre d'enfants travaillent dans diverses industries de fabrication de matériaux de construction</p> <p>Organisation: Faible syndicalisation dans les pays en développement; baisse du taux de syndicalisation dans les pays développés. Aux Etats-Unis, le taux de syndicalisation est passé de 42 pour cent en 1970 à 18 pour cent en 1996. En Espagne, il était de 10 pour cent en 1997 par rapport à 18 pour cent pour l'économie dans son ensemble</p> <p>Sécurité et santé: Aucune donnée pour les pays en développement. Le nombre de décès dans le monde entier par suite d'accidents dans ce secteur est de l'ordre de 55 à 100 000 morts. D'autres décès résultent d'une exposition à des substances dangereuses, notamment l'amiante</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988 (16 ratifications) ■ Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986 (26 ratifications) ■ Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949 (59 ratifications) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ La négociation collective est affaiblie en raison de l'accroissement du recours à la sous-traitance et de la précarisation des emplois ■ Les accords multi-employeurs ne sont souvent appliqués qu'aux travailleurs de base ou aux travailleurs locaux ■ Dans beaucoup de pays en développement, les accords collectifs ne s'appliquent généralement qu'à une petite proportion de la main-d'œuvre qui va en diminuant 	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'industrie de la construction au XXI^e siècle: Image de marque, perspectives d'emploi et qualifications professionnelles (2001)

Education

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Une vaste campagne internationale est lancée, qui vise à faire de l'éducation pour tous une réalité dans tous les pays avant 2015. Beaucoup de pays accusent encore des pénuries d'enseignants. Ils étudient des stratégies de formation permanente mais les progrès sont lents à cause de contraintes législatives, politiques et financières. Le recours aux technologies de l'information et de la communication s'accroît considérablement, mais les pays en développement sont confrontés à de nombreux obstacles. L'accès à l'éducation et à l'information de qualité est une composante de plus en plus essentielle dans les efforts visant à mettre en valeur le capital humain, à assurer l'employabilité, notamment celle des jeunes (transition de l'école au travail), et à éliminer le travail des enfants.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<p>Réalisation des objectifs de l'éducation pour tous:</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Mise en œuvre de systèmes de formation permanente, y compris un financement approprié et équitable ■ Application accrue et efficace des TIC à l'éducation ■ Décentralisation de l'éducation fondée sur les partenariats, sur les structures démocratiques et sur les points de vue de tous les partenaires ■ Recrutement, maintien en service et déploiement équitable d'une quantité suffisante d'enseignants qualifiés ■ Formation initiale professionnelle normalisée des enseignants et perfectionnement professionnel permanent ■ Niveau de salaire approprié pour les enseignants ■ Mesures permettant de contenir l'impact du VIH/SIDA et de redresser l'inégalité entre les sexes ■ Améliorer la qualité de l'enseignement et promouvoir un environnement propice à l'apprentissage centré sur l'enfant ■ Améliorer et/ou préserver des normes professionnelles élevées pour les enseignants, y compris des codes d'éthique ■ Renforcer et institutionnaliser les mécanismes de dialogue social ■ Recrutement des enseignants ■ Normes de perfectionnement professionnel, y compris le recours aux TIC ■ Salaire des enseignants ■ Environnement d'enseignement et d'apprentissage (heures de classe, dimension de la classe, violence et stress) ■ Stratégie du lieu de travail pour réduire l'impact du VIH/SIDA ■ Dialogue social en matière d'éducation – information, consultation, négociation collective 	<p>Pourcentage du PIB: Dépenses en éducation dans les pays de l'OCDE: 5,8 pour cent. Dans les pays n'appartenant pas à l'OCDE: entre 1 et 10 pour cent</p> <p>Emploi: Plus de 60 millions de personnes sont occupées dans l'éducation formelle (estimation de la fin des années quatre-vingt-dix); le chiffre relatif aux enseignants occupés dans l'éducation non formelle n'est pas connu</p> <p>Femmes: Les enseignantes sont plus nombreuses que les enseignants dans la plupart des pays développés et des pays en transition et elles enseignent à des niveaux moins élevés. Les régions accusant les pourcentages les moins élevés de femmes sont l'Afrique subsaharienne, les Etats arabes et l'Asie du Sud. Quelques exceptions régionales: le préprimaire compte entre 50 et 100 pour cent de femmes; le primaire entre 35 et 90 pour cent; le secondaire entre 30 et 70 pour cent; le tertiaire entre 10 et 55 pour cent</p> <p>Organisation: Les syndicats du secteur de l'éducation représentent souvent le groupe le plus vaste des salariés organisés du secteur public. On compte environ 30 millions d'affiliés si l'on regroupe les trois principales organisations internationales d'enseignants (soit 40 à 50 pour cent des enseignants du secteur formel)</p> <p>Sécurité et santé: Du fait de leur emploi, les enseignants sont particulièrement vulnérables aux maladies physiques. Le problème de santé et de sécurité le plus important les concernant est le stress et l'épuisement. Entre 25 et 33 pour cent d'entre eux souffrent d'un niveau de stress élevé. La violence psychologique et physique s'est accrue au cours des dernières années; on estime que 2 à 6 pour cent des enseignants sont touchés dans plusieurs pays (France, Japon et Etats-Unis)</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles ou connexes récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Recommandation de l'OIT/UNESCO concernant la condition du personnel enseignant, 1966 ■ Recommandation de l'UNESCO concernant la condition du personnel enseignant du supérieur, 1997 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Le dialogue social est relativement important et les institutions y relatives sont bien développées dans la plupart des pays d'Europe, d'Amérique du Nord et dans certains pays d'Amérique du Sud. Partout ailleurs, ces institutions sont faibles ou non existantes 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Septième et huitième sessions du Comité conjoint OIT/UNESCO d'experts sur l'application des recommandations concernant la condition du personnel enseignant (2000, 2003) ■ La formation permanente au XXI^e siècle: l'évolution des rôles du personnel enseignant (2000)

Services financiers, services professionnels

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Le déploiement rapide de la technologie de l'information et la libéralisation des flux de capitaux ont entraîné une énorme croissance des transactions internationales et l'interpénétration des opérations bancaires à travers les frontières. La concurrence a également suscité une meilleure prise de conscience des coûts et des gains de productivité que l'on peut attendre de la réorganisation du travail. Une extensive restructuration partout dans le monde entraîne l'augmentation de la sous-traitance des services dans différents pays. Au cours des prochaines années, un grand nombre de banques pourraient émigrer.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ L'impact de la restructuration ■ Déréglementation, libéralisation et intégration des marchés ■ Effets des nouvelles technologies sur l'emploi, sur la nature du travail et sur l'organisation du travail ■ Formation, gestion et mise en valeur des ressources humaines ■ Le rôle du dialogue social dans le contexte de la restructuration 	<p>Pays importants: Tous les pays développés à économie de marché, certains autres pays développés et les principales économies émergentes</p> <p>Pourcentage du PIB: Il varie considérablement. Aux Etats-Unis, les services financiers constituent environ 17,5 pour cent du PIB</p> <p>Emploi: Environ 3 millions de personnes; mais il décline, notamment dans les pays industrialisés</p> <p>Femmes: Au cours des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, le secteur financier a été une importante source d'emplois pour les femmes partout dans le monde. La concurrence, le succès des technologies de l'information génératrices d'économies de main-d'œuvre et le glissement des emplois financiers traditionnels vers ceux des ventes et des services aux clients ont eu pour conséquence une considérable diminution des emplois féminins, notamment dans les domaines où les femmes étaient très nombreuses, tels que l'administration et l'exploitation en succursale</p> <p>Organisation: Les services financiers sont parmi les secteurs les moins syndiqués dans de nombreux pays</p> <p>Sécurité et santé: L'incidence du stress lié au travail ne cesse de s'accroître</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930 (30 ratifications) ■ Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957 (62 ratifications) ■ Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964 (49 ratifications) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Prévalence des institutions et des mécanismes de négociation collective ■ Accélération du changement structurel dans les services financiers – son impact sur les relations entre employeurs et travailleurs et sur le dialogue social, y compris la négociation collective ■ Le dialogue social et la négociation collective varient considérablement d'un pays à l'autre 	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'incidence sur l'emploi des fusions et des acquisitions dans le secteur des services bancaires et financiers (2001) ■ Promotion du dialogue social sur la restructuration des services financiers en Amérique latine (Buenos Aires, 2003) ■ Le dialogue social en matière de fusions et d'acquisitions et de restructuration dans les services financiers de certains pays d'Asie (Manille, 2002)

Alimentation, boissons et tabac

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Ces industries sont représentées par de grandes entreprises multinationales et une pléthore de petites et moyennes entreprises, même dans les pays industrialisés. Certaines des principales entreprises de tabac ont acheté des entreprises d'alimentation. Les fusions et les acquisitions, l'introduction des nouvelles technologies, la délocalisation et le transfert des emplois ainsi que les politiques de contrôle du tabac sont autant d'éléments qui expliquent en grande partie la baisse de l'emploi au cours de la dernière décennie. Les progrès technologiques dans les usines de manufacture des pays industrialisés, ainsi qu'un glissement marqué de la production du secteur formel vers le secteur informel dans les pays en développement, laissent présager de nouvelles stagnations ou pertes d'emploi. Par ailleurs, l'image du secteur a été également mise à mal par les crises de sécurité alimentaire et par des litiges.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Croissance dans la manufacture des aliments et des boissons dans les pays riches, et importante régression dans les pays plus pauvres ■ Les nouvelles technologies, les fusions et les acquisitions ainsi que la relocalisation entraînent des pertes d'emploi ■ Le glissement vers le secteur informel est très rapide dans les pays pauvres ■ Crises de sécurité alimentaire, litiges et image du secteur ■ Contradiction entre les politiques de la santé et les politiques de l'emploi ■ Conditions de travail et gains des groupes vulnérables ■ Le rôle du secteur dans le cadre d'un développement durable ■ Déréglementation ■ Impact des politiques de contrôle du tabac sur l'emploi 	<p>Pays importants:</p> <p>Tabac:</p> <p>Principaux producteurs de cigarettes: Allemagne, Brésil, Chine, République de Corée, Etats-Unis, Inde, Indonésie, Japon, Royaume-Uni, Fédération de Russie et Turquie</p> <p>Principaux pays producteurs de tabac: Brésil, Chine, Etats-Unis, Inde, Indonésie et Zimbabwe</p> <p>Emploi (2001-02): Les chiffres concernent le secteur manufacturier uniquement. Plus de 21 millions de personnes sont occupées dans le secteur de l'alimentation, des boissons, et du tabac, ce qui représente environ 20 pour cent de la population active dans la manufacture</p> <p>1,2 million de personnes sont occupées dans la manufacture du tabac; leur nombre décline constamment dans les pays industrialisés</p> <p>Plus de 40 millions de travailleurs sont occupés par les principaux producteurs de tabac</p> <p>Femmes: Les travailleuses constituent environ 21 pour cent des personnes occupées dans le secteur, et ce pourcentage est resté stable ou s'est accru régulièrement au cours de la dernière décennie, notamment dans les pays en transition. Le nombre de femmes est plus élevé (ainsi que celui des enfants) dans la manufacture du tabac, la culture et le traitement des feuilles. Les travailleuses sont également les plus nombreuses dans la production de bidi en Inde et de kretek en Indonésie</p> <p>Travail des enfants: Beaucoup d'enfants travaillent à la fois dans la culture et le traitement (dans les pays en développement et dans quelques pays en transition); ils sont également recrutés pour la production de bidi (secteur du tabac). Les pourcentages ne sont pas connus</p> <p>D'autres groupes vulnérables sont occupés dans des conditions au-dessous de la norme: travailleurs migrants, minorités ethniques et religieuses</p> <p>Organisation: Deux millions de travailleurs syndiqués selon l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA)</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996 (4 ratifications) ■ Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (147 ratifications) ■ Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001 (3 ratifications) ■ Convention-cadre pour la lutte antitabac adoptée par l'Assemblée mondiale de la santé (2003) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Des accords-cadres internationaux entre les fédérations syndicales internationales et Danone et Del Monte Fresh Produce reconnaissent le droit des travailleurs employés par les entreprises et leurs filiales de s'affilier au syndicat de leur choix ■ Le renforcement des capacités des partenaires sociaux est nécessaire pour leur permettre de s'engager effectivement dans le dialogue social 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les tendances de l'emploi dans le secteur du tabac: défis et perspectives (2003)

Foresterie, bois, pâte et papier

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Nombre de pays, en particulier dans la région asiatique, ont élaboré ou élaborent actuellement des codes nationaux de bonnes pratiques en matière de foresterie. Lors du XII^e Congrès forestier mondial, tenu en 2003, les questions sociales qui se posent dans ce secteur et qui ont longtemps été ignorées par le milieu de la foresterie ont fait l'objet d'une attention considérable. La justice sociale et les avantages sociaux offerts aux ouvriers forestiers sont des domaines clés d'intervention. L'amélioration des institutions et des procédures de participation des partenaires sociaux au processus décisionnel est également importante, au même titre que la participation des différentes parties prenantes.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Déclin ou stagnation de l'emploi dans pratiquement tous les pays industrialisés, malgré la progression substantielle de la production ■ Impact de la mondialisation 	<p>Pays importants: <i>Principaux exportateurs de produits forestiers:</i> Allemagne, Canada, Etats-Unis, Finlande, Indonésie et Suède</p> <p><i>Principaux importateurs:</i> Allemagne, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni</p> <p>Certains grands producteurs/exportateurs de produits en bois massif ne sont pas de grands producteurs de bois, comme par exemple l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la République de Corée et Taiwan (Chine)</p> <p>Les industries de pâte à papier et de papier représentent 2 à 3,5 pour cent du PIB de pays comme le Brésil, le Canada et la Suède</p> <p>Part du PIB: La foresterie représentait environ 0,4 pour cent du PIB mondial en 1991. La contribution des seules industries forestières au PIB varie de moins de 1 pour cent à 20 pour cent</p> <p>Emploi: Le total des emplois forestiers (y compris du secteur primaire de l'extraction et du secondaire de transformation) représente quelque 47 millions de travailleurs à plein temps; 17 millions seulement travaillent dans le secteur structuré</p> <p>Femmes: Quasiment aucune donnée ventilée selon les sexes. Les femmes employées dans le secteur forestier occupent des postes faiblement qualifiés et rémunérés. L'égalité de traitements est une question importante</p> <p>Organisation: Les syndicats sont rares dans la foresterie. La main-d'œuvre est disséminée, géographiquement mobile, et parfois saisonnière. Le nombre de travailleurs syndiqués (dans les grandes entreprises, notamment) ne fait que décroître. Dans le sous-secteur structuré des industries forestières, le niveau de syndicalisation est généralement semblable à celui des autres industries manufacturières. Le secteur de la pâte à papier, avec ses grandes unités, est très organisé, au niveau des travailleurs comme du patronat. Moins vrai pour le secteur du papier</p> <p>Travail des enfants: Phénomène constaté au Brésil dans le secteur de l'abattage industriel et de la fabrication de charbon de bois</p> <p>Sécurité et santé: La foresterie, en particulier l'abattage, est l'une des activités les plus dangereuses dans pratiquement tous les pays. Même si les chiffres attestent d'une diminution du nombre d'accidents, dans certains cas la situation en matière de sécurité et de santé s'est détériorée, comme dans les pays d'Europe Centrale et de l'Est</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Récentes réunions sectorielles
<ul style="list-style-type: none">■ Recueil de directives sur la sécurité et la santé dans les travaux forestiers (1988)	<ul style="list-style-type: none">■ Institutions de dialogue social et organisations pertinentes souvent faibles■ Niveau peu élevé de syndicalisation■ Tendence à la sous-traitance a compliqué la syndicalisation et la création d'un dialogue social■ Absence de femmes dans les réseaux, les associations et les syndicats locaux	<ul style="list-style-type: none">■ Réunion tripartite sur la dimension sociale et les répercussions sur la main-d'œuvre de l'évolution des industries de la foresterie et du bois (2001)

Services de santé

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Les services de santé sont importants pour tous les Etats Membres et constituent l'un des Objectifs du développement pour le Millénaire. L'inefficacité des systèmes d'allocation de ressources humaines, matérielles et financières affecte les systèmes de santé de nombreux pays qui ont dû réexaminer les bases fondamentales de leur système de santé. La situation démographique et épidémiologique devrait accroître la demande de services de santé et donc le niveau d'emploi. Cependant, l'augmentation des coûts des services de santé, les politiques d'ajustement structurel et les mesures de limitation des coûts auront probablement un effet négatif sur l'emploi, les conditions de travail et les perspectives de carrière du personnel de santé, ce qui aura parallèlement des conséquences sur le nombre de personnes formées et l'accès aux soins et leur qualité. Les migrations accrues de personnel qualifié, en particulier de médecins et d'infirmières, ont créé une pénurie de personnel dans de nombreux pays développés.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques	
<ul style="list-style-type: none"> ■ Emploi et formation ■ Pénurie de main-d'œuvre et migrations du personnel qualifié ■ Conditions de travail ■ Sécurité et santé, en particulier violence ■ Impact du VIH/SIDA sur le personnel formé ■ Dialogue social 	<p>Pays importants: Les services de santé sont importants et existent dans tous les Etats Membres de l'OIT</p> <p>Part du PIB: Pays développés: 8,4 pour cent du PIB. Beaucoup de pays en développement affectent moins de 1 pour cent de leur PIB à la santé</p> <p>Emploi: 35 millions dans le monde, chiffre en progression</p> <p>Femmes: Main-d'œuvre essentiellement féminine. Les femmes sont majoritaires aux niveaux hiérarchiques inférieurs en terme d'autorité, de rémunération et de qualifications malgré la reconnaissance juridique du principe d'égalité de traitement. Les femmes travaillant dans le domaine de la santé sont particulièrement exposées à la discrimination sexuelle et à la violence</p> <p>Sécurité et santé: Nombre important de dangers et de risques, y compris de contraction de nouvelles maladies comme le SRAS; la violence sur le lieu de travail constitue un risque spécifique de plus en plus important</p>	
Instruments de l'OIT	Dialogue social	Récentes réunions sectorielles
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977 (37 ratifications) ■ Recommandation (n° 69) sur les soins médicaux, 1944 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Pas bien établi. L'OIT a élaboré un outil de conseil en la matière et a organisé des ateliers pilotes au niveau des pays sur le dialogue social dans les services de santé 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réunion paritaire sur le dialogue social dans les services de santé: institutions, capacité et efficacité (2002)

Hôtellerie, restauration et tourisme

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, et plus particulièrement le secteur des voyages et du tourisme tant au niveau national qu'international, a connu un taux de croissance élevé à l'échelle mondiale au cours des années quatre-vingt-dix, tant au niveau national qu'international. En Asie, la croissance stagne depuis 1997 et la crise commerciale qui frappe depuis 2001 le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme a touché quasiment tous les pays. Les efforts déployés pour gérer cette crise n'ont pas pris en compte l'atténuation des conséquences sociales de cette crise. L'emploi dans ce secteur est en stagnation ou en décélération, essentiellement en raison de l'augmentation rapide de la productivité.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Consolidation des entreprises ■ Défis rencontrés par les PME, tels que concurrence accrue, technologies de l'information et productivité ■ Formation, compétences nouvelles (compétences liées à la personnalité et compétences multiples), maîtrise des outils informatiques et esprit d'équipe sont requis ■ Forte rotation de la main-d'œuvre ■ Emplois accessibles aux groupes vulnérables (femmes cherchant un emploi à temps partiel, jeunes travailleurs et migrants) ■ Lacunes en terme de travail décent ■ Potentiel d'emploi du secteur sous-exploité 	<p>Part du PIB et emploi: 3 pour cent, mais plus de 10 pour cent dans certains pays en développement. Ces derniers profitent en particulier du tourisme international qui représente dans l'ensemble plus de 7 pour cent du total des exportations</p> <p>Femmes: La main-d'œuvre est constituée à 60 pour cent de femmes. Souvent dans des postes faiblement qualifiés et rémunérés. Conditions de travail difficiles, travail ardu effectué en milieu fermé et horaires variables. Les femmes acceptent souvent des emplois à temps partiel même si elles ont besoin d'un plein salaire</p> <p>Travail des enfants: Existe surtout dans le secteur touristique informel et les PME familiales. Les enfants sont exposés à des risques importants de violence, y compris sexuelle</p> <p>Organisation: Environ 10 pour cent des travailleurs du secteur sont affiliés à un syndicat dans les pays industrialisés. Dans la plupart des pays en développement, les syndicats n'existent que dans quelques grandes entreprises</p>

Instruments pertinents de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991 (13 ratifications) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Il existe quelques institutions nationales de dialogue social. Sinon, le dialogue social se limite au niveau sectoriel et des grandes entreprises ■ Les travailleurs et les employeurs des PME sont peu impliqués en dépit de leur prédominance ■ Comités d'entreprise européens sont devenus importants dans les chaînes internationales d'hôtellerie et de restauration 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réunion régionale pour l'Asie (2003) ■ Impact social de la crise sur l'industrie touristique: réunion mondiale (2001)

Industries mécaniques et électrotechniques

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Les équipements et composants électroniques sont à la base de la révolution des technologies de l'information. Nombre d'exportations des pays en développement proviennent des zones franches d'exportation qui représentent une part non négligeable de leurs exportations. De plus en plus d'entreprises d'équipements bureautiques et de télécommunications accordent un droit de licence sur leur processus de production à d'autres entreprises tout en constituant des alliances stratégiques dans le domaine de la recherche. En dépit de l'ampleur des récentes suppressions d'emplois annoncées, les emplois ont fortement progressé ces huit à dix dernières années. Pourtant, au début de 2000, on annonçait la suppression de plus de 600 000 emplois dans ce secteur.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Employabilité. La volatilité des marchés et les innovations technologiques qui exigent une réformation régulière placent l'employabilité au premier plan ■ Problèmes de syndicalisation et de négociation collective dans les zones franches d'exportation 	<p>Pays importants: La production des machines-outils se concentre en Allemagne, aux Etats-Unis et au Japon, les dix premiers pays totalisant 90 pour cent de la production mondiale</p> <p>Dix pays produisent plus de 80 pour cent des technologies de l'information et de la communication (TIC), essentiellement les Etats-Unis et le Japon. La République de Corée, la Malaisie, Singapour et Taiwan (Chine) ont également une production significative; 85 pour cent des exportations mondiales d'équipements bureautiques et de télécommunications proviennent de 15 pays; les pays en développement en constituent presque la moitié</p> <p>Importance du secteur: 75 des 500 premières entreprises mondiales figurant dans le classement du <i>Financial Times</i> sont dans le secteur électronique</p> <p>Performance des exportations: Les équipements bureautiques et de télécommunications représentent quelque 13 pour cent des exportations mondiales de marchandises. Les machines-outils et les matériels de transport (autres que les automobiles) représentent 17 pour cent. Les automobiles et leurs composants (dont bon nombre sont électroniques) représentent 10 pour cent des exportations mondiales</p> <p>Femmes: Une part importante de la main-d'œuvre travaillant sur les chaînes de montage est féminine</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Récentes réunions sectorielles
<ul style="list-style-type: none"> ■ Pas de normes sectorielles 	<ul style="list-style-type: none"> ■ La Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM) a signé des accords-cadres internationaux avec quatre entreprises du secteur qui demandent le respect des conventions fondamentales de l'OIT et encourage les fournisseurs des entreprises à en faire de même 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Apprentissage tout au long de la vie (2002)

Médias, culture, arts graphiques

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Les principales industries qui constituent ce secteur comprennent le cinéma, l'enregistrement, les livres, les magazines, la publication de quotidiens et de logiciels, la musique, le théâtre, la photographie, les arts graphiques et appliqués, la radiodiffusion, la presse et les sports professionnels. Les limites de ce secteur ne sont pas très claires et certaines activités entrent dans d'autres secteurs. Par exemple, les cinémas, les musées, les galeries, les rencontres sportives et les cirques pourraient faire partie de ce secteur mais aussi empiéter sur les secteurs du commerce et de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. La convergence multimédias a également accentué le flou des limites de chacun.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Impact des TIC sur l'emploi, nature des activités/du travail ■ Concentration de la propriété dans le secteur des médias et du spectacle ■ Utilisation accrue de l'emploi indépendant, à court terme, précaire ou occasionnel ■ Faible taux de couverture des plans de protection sociale (en particulier du chômage, de la santé et de la retraite) ■ Désaccord des artistes-interprètes et des auteurs concernant les droits de propriété intellectuelle ■ Piratage des droits d'auteur et diffusion pair à pair (P2P) des produits des médias, deux pratiques qui ont une incidence sur l'emploi et les recettes ■ Liberté d'expression ■ Diversité culturelle ■ Faible niveau de dialogue social ■ Faible organisation syndicale ■ Violence et anxiété – journalistes et artistes ■ Travail des enfants 	<p><i>Pays importants:</i></p> <p>Les pays phares dans les divers sous-secteurs sont notamment l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Australie, le Brésil, le Canada, l'Egypte, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, l'Inde, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni</p> <p><i>Part du PIB:</i> La valeur mondiale du secteur était évaluée à environ 900 milliards de dollars E.-U. en 2000 (environ 2,9 pour cent du PIB) et devrait atteindre les 1 400 milliards de dollars E.-U. in 2005. Au Royaume-Uni, l'industrie de la création a déjà généré des recettes avoisinant les 112,5 milliards de livres sterling et emploie 1,3 million de personnes, ce qui représente approximativement 10 pour cent de la main-d'œuvre britannique</p> <p><i>Emploi (par profession)</i></p> <p>Estimation du total de la main-d'œuvre:</p> <ul style="list-style-type: none"> – journalistes: 3 millions – arts graphiques: 7 millions – musiciens: 6 millions – acteurs et danseurs: 6 millions – producteurs, techniciens, auteurs, etc. (industrie des médias et du spectacle): 4 millions <p><i>Femmes:</i> Plus de 50 pour cent de la main-d'œuvre est féminine alors que très peu de femmes occupent des postes de direction</p> <p><i>Organisation:</i> Plus de 2 millions de personnes sont affiliées à cinq fédérations internationales de syndicats</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Récentes réunions sectorielles
<ul style="list-style-type: none">■ Convention internationale OIT/UNESCO/OMPI sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, Rome (1961) (76 ratifications)	<ul style="list-style-type: none">■ Prédominance d'institutions et de mécanismes de négociation collective■ Affaiblissement général dans le monde de la négociation collective et des accords collectifs ces dix à quinze dernières années	<ul style="list-style-type: none">■ Dix-huitième session ordinaire du comité intergouvernemental de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, (Convention de Rome, 1961), 2001■ Colloque sur la technologie de l'information dans l'industrie du spectacle et des médias: répercussions sur l'emploi, les conditions de travail et les relations professionnelles (2000)

Industrie minière (charbon, autres activités extractives)

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Tous les pays ont plus ou moins une activité minière, ne serait-ce que l'exploitation de carrières pour produire des matériaux de construction. Cependant, le nombre de «grands» pays miniers est relativement modeste. Cinquante pays produisent des quantités importantes de charbon, mais 88 pour cent de la production mondiale proviennent de 10 d'entre eux seulement, dont quatre sont des pays en développement. Pour les autres ressources minières commercialisées, il y aurait plutôt moins de grands pays producteurs, entre 15 et 20, et les cinq principaux d'entre eux représentent de 50 à 80 pour cent de la production mondiale d'un vaste éventail de minéraux métalliques et non métalliques.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Concurrence. La compétitivité comprend le travail flexible, le travail en sous-traitance et une main-d'œuvre hautement qualifiée ■ Questions touchant à l'environnement et au développement durable ■ La sécurité et la santé, l'emploi, les conditions de travail, le travail des enfants, les entreprises multinationales, les populations autochtones, la lutte contre la pauvreté, les petites exploitations minières, le VIH/SIDA 	<p>Part du PIB: Un à 11 pour cent dans 40 pays en développement dotés d'un secteur minier important. Dans l'un d'eux, la part du PIB dépasse 30 pour cent</p> <p>Dans la plupart des pays industrialisés, le secteur minier contribue modestement (environ 1 pour cent) au PIB. L'exportation de ressources minières est souvent la principale source de devises (souvent plus de 50 pour cent) des pays en développement</p> <p>Emploi: L'activité minière emploie moins de 0,5 pour cent de la main-d'œuvre mondiale</p> <p>Main-d'œuvre totale: Environ 11 millions. Le secteur informel a perdu plus de 3 millions d'emplois pendant la période 1995-2000</p> <p>Pas moins de 13 millions de gens sont engagés dans une activité minière artisanale/de petite échelle. Mais plus de 200 millions de gens sont tributaires pour leur subsistance de toutes les formes d'exploitation minière</p> <p>Femmes: Dans l'industrie minière formelle, c'est la main-d'œuvre masculine qui domine</p> <p>La proportion de femmes est généralement inférieure de 10 pour cent, et ce chiffre a peu varié au cours des 10 dernières années. Cependant, dans l'industrie minière artisanale/de petite échelle, la proportion de femmes est nettement supérieure et représente parfois plus de la moitié de la main-d'œuvre</p> <p>Organisation: Les syndicats miniers sont traditionnellement très puissants. Le nombre de nouvelles mines non syndicalisées semble être en augmentation. L'industrie minière artisanale/de petite échelle est rarement organisée, sauf parfois en coopératives</p> <p>Travail des enfants: Répandu dans l'IMAPE</p> <p>Sécurité et santé: Le secteur minier est une industrie dangereuse qui représente 3 à 4 pour cent de tous les accidents mortels du travail (11 000 par an); amélioration constante au cours des 10 dernières années. D'autres accidents et maladies sont plus difficiles à mesurer, mais leurs taux sont élevés par rapport à d'autres industries. Dans certains pays, les décès survenus des suites de maladies, notamment pulmonaires, dépassent le taux de mortalité au travail.</p>

Instruments pertinents de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none">■ Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995 (20 ratifications)■ Deux recueils de directives pratiques et un manuel couvrent les questions de sécurité et de santé dans les mines de charbon et dans les grandes et petites exploitations minières, respectivement	<ul style="list-style-type: none">■ La négociation collective est fortement développée, reflétant le niveau élevé de syndicalisation■ La Fédération syndicale mondiale est en train de créer des réseaux mondiaux de travailleurs employés dans différents pays par la même EMN et d'élaborer des accords-cadres avec les entreprises multinationales	<ul style="list-style-type: none">■ L'évolution de l'emploi, du temps de travail et de la formation dans les industries extractives (2002)

Production pétrolière et gazière, raffinage du pétrole

Evolutions et problèmes au niveau mondial

La restructuration et la consolidation ont eu pour résultat que moins de 10 entreprises à intégration verticale dominant le marché mondial du pétrole. Les entrepreneurs et les sociétés de services sont également en voie de consolidation. Dans le même temps, les entreprises pétrolières et gazières publiques sont passées par la privatisation et la déréglementation, notamment dans les pays en transition. L'extraction de pétrole et de gaz se pratique souvent dans des zones difficiles, reculées ou sensibles du point de vue.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Restructuration, fusions et acquisitions ■ Maintien des conventions collectives après la phase de restructuration ■ Protection des travailleurs ■ Santé et sécurité ■ Travailleurs occupés en sous-traitance 	<p>Pays importants: Environ 60 grands pays producteurs de gaz et de pétrole dans toutes les régions</p> <p>Part du PIB: Au Canada, le secteur pétrolier et gazier représente environ 2,2 pour cent du PIB. Au Royaume-Uni, l'extraction de gaz et de pétrole représente 1,7 pour cent du PIB</p> <p>Emploi: L'extraction et la production de pétrole et de gaz employaient environ 2,5 millions de personnes en 1999. Plus de 1,3 million de personnes étaient employées dans le secteur du raffinage du pétrole en 2001</p> <p>Femmes: Les femmes représentent moins de 10 pour cent de la main-d'œuvre</p> <p>Organisation: Relativement importante dans le secteur du raffinage; peu développée dans la production</p> <p>Sécurité et santé: Environ 180 décès et 450 accidents ont été enregistrés chaque année dans des unités offshore mobiles et fixes d'exploitation de pétrole et de gaz pendant la période 1990-1997</p>

Instruments pertinents de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990 (11 ratifications) ■ Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993 (8 ratifications) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Diminution du nombre de travailleurs syndiqués ■ Signature d'un accord-cadre entre STATOIL et ICEM (1998) ■ Les gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont adopté un ensemble de principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme dans l'industrie pétrolière, gazière et minière (2000) ■ La plupart des EMN pétrolières et gazières ont adopté des codes de bonne pratique 	<ul style="list-style-type: none"> ■ La promotion de bonnes méthodes de relations professionnelles dans le secteur du raffinage du pétrole et de production de pétrole et de gaz (2002)

Services postaux et autres services de communication

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Les tendances actuelles donnent à penser que l'emploi dans le secteur postal devrait marquer un recul relativement constant au cours des dix prochaines années. En effet, des fluctuations importantes de l'emploi sont prévues dans le secteur des télécommunications par suite des changements cycliques liés aux conditions du marché, à l'évolution technologique et à l'apparition de nouveaux services.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Impact des technologies de l'information et des communications ■ Privatisation, déréglementation, libéralisation ■ Utilisation accrue de l'emploi de courte durée, précaire ou occasionnel ■ Externalisation des ressources ■ Dialogue social peu développé dans le secteur des télécommunications ■ Main-d'œuvre faiblement organisée dans le secteur des télécommunications ■ Violence et stress – les agents des postes et des centres d'appel ■ Apprentissage tout au long de la vie 	<p>Pays importants: Les pays leaders dans divers secteurs sont notamment les suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Chine, Egypte, Etats-Unis, France, Inde, Japon, Pays-Bas et Royaume-Uni</p> <p>Part du PIB: les revenus des services de télécommunication au niveau mondial ont avoisiné 1 210 milliards de dollars en 2000, ce qui équivaut à 3,9 pour cent du PIB mondial</p> <p>Emploi: <i>Services postaux:</i> à l'échelle mondiale, ce secteur employait environ 5,25 millions de personnes en 2002, dont environ 20 pour cent à temps partiel; on estime à 6 millions la main-d'œuvre totale (en comptant les services privés et informels et une partie des services de courrier) <i>Services de télécommunication:</i> la main-d'œuvre totale avoisine 6 millions de personnes, dont 20 pour cent de femmes Femmes: Les femmes représentent environ 30 pour cent de la main-d'œuvre, mais elles sont peu nombreuses à occuper des postes à responsabilités Organisation: Environ 4,5 millions de travailleurs sont affiliés à deux fédérations syndicales mondiales Travail des enfants: On pense que les services postaux du secteur informel recourent au travail des enfants.</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Pas de normes sectorielles 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les institutions et mécanismes de négociation collective sont largement répandus ■ Déclin général de la négociation collective et des conventions collectives dans le monde au cours des 10 à 15 dernières années, doublé d'un processus de séparation des services postaux et de télécommunications, d'une privatisation du secteur des télécommunications et d'une libéralisation du secteur postal 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Séminaire régional OIT/UPU/UNI sur le dialogue social dans le secteur postal en Amérique latine, en coopération avec UNI-Postal (Pérou, 2003) ■ L'emploi, l'employabilité et l'égalité des chances dans les services des postes et télécommunications (2002)

Service public

Evolutions et problèmes au niveau mondial

La nécessité de réduire les déficits publics pousse de plus en plus les gouvernements à réformer les services publics dans un souci d'efficacité. C'est ainsi que ce secteur a été ouvert à la concurrence et que l'Etat se désengage progressivement des services publics, qui sont décentralisés, privatisés ou délocalisés. Conséquence: baisse et précarisation de l'emploi dans ce secteur.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques	
<ul style="list-style-type: none"> ■ Les effets de la restructuration. Résultats mitigés dans de nombreux pays ■ Gérer les ressources humaines de manière à suivre l'évolution technologique et à s'adapter à un environnement du travail en pleine mutation ■ Formation et recyclage ■ Dialogue social ■ Gérer une approche orientée vers le marché 	<p>Pays importants: La situation varie en fonction de la population</p> <p>Emploi: Environ 260 millions de personnes sont employées dans l'administration publique</p> <p>Pourcentage de la main-d'œuvre totale: Variable. Peut atteindre 60 pour cent dans certains pays</p> <p>Femmes: Les femmes représentent une proportion plus importante des agents des services publics que la part qu'elles représentent en pourcentage de l'emploi total. Dans les pays industrialisés et en transition, elles représentent environ 54 pour cent des agents des services publics et, dans les pays en développement, 43 pour cent. Toutefois, elles occupent généralement des postes à faible qualification et peu rétribués</p> <p>Organisation: Les agents du service public sont généralement plus fortement syndicalisés que les travailleurs d'autres secteurs. Dans bon nombre de pays, de 20 à 85 pour cent des travailleurs sont organisés</p>	
Instrument pertinent de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978 (42 ratifications) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Dans plusieurs pays, les institutions et mécanismes de négociation collective du service public sont solidement établis et fonctionnent bien ■ Un grand nombre d'Etats Membres de l'OIT imposent des restrictions au droit au dialogue social dans le service public. Dans de nombreux cas, la liberté syndicale, le droit de grève et le droit de négociation collective sont restreints 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Impact de la décentralisation et de la privatisation sur les services municipaux (2001) ■ Les services publics d'urgence: dialogue social dans un environnement en mutation (2003)

Navigation, ports, pêche et voies de navigation intérieures

Navigation

Evolutions et problèmes au niveau mondial

La navigation, en tant que secteur d'activité mondialisé, offre des conditions d'emploi qui varient en fonction du marché. Les conditions de travail et de vie, ainsi que les conditions de sécurité et d'hygiène à bord doivent être réglementées au niveau international pour que les règles soient les mêmes pour tous. La spécificité de la navigation est telle que l'application des instruments internationaux par les Etats Membres qui les ont ratifiés ne peut être contrôlée au moyen des systèmes de rapport habituels. C'est la raison pour laquelle ont été créées des structures de contrôle de l'Etat du port, et c'est pourquoi les instruments modernes doivent être aisément applicables et contrôlables par ces structures.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Protection des gens de mer. Tous les aspects touchant aux conditions de travail et de vie, y compris les cas d'abandon et de piraterie ■ Respect des normes élémentaires régissant l'emploi et le travail à bord ■ Application de toutes les normes minimales pertinentes 	<p>Part du PIB: Varie d'un pays à l'autre; généralement faible. Dans certains pays à immatriculation libre, ce pourcentage peut être important</p> <p>Emploi: La population totale de gens de mer représente 1,2 million de personnes. Dans les pays maritimes traditionnels, après des années de déclin, la situation s'est stabilisée. Les pays dotés d'une flotte importante (à l'exception de la Grèce) sont loin d'être les plus gros employeurs de gens de mer nationaux. La main-d'œuvre maritime vient principalement d'un nombre relativement restreint de nations telles que l'Inde, les Philippines et la Turquie, ainsi que des pays de l'ex-CEI</p> <p>Femmes: Le nombre de femmes employées dans ce secteur est en constante augmentation. Elles travaillent, pour la plupart, sur des bateaux de passagers, essentiellement dans les domaines de l'hôtellerie et de la restauration. Peu de femmes occupent des postes élevés</p> <p>Organisation: Traditionnellement, les syndicats maritimes sont puissants, mais leur nombre a diminué avec la disparition des gens de mer nationaux. C'est une profession bien organisée. La Fédération internationale des travailleurs des transports compte environ 650 000 membres</p> <p>Travail des enfants: Constaté uniquement dans le secteur de la navigation côtière non organisée, dans certaines parties du monde</p> <p>Sécurité et santé: Il existe, dans ce domaine, un vaste corps de réglementations. Elles sont largement mises en œuvre et bien contrôlées. La navigation n'en reste pas moins une activité dangereuse</p>

Instruments pertinents de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Les normes du travail maritime seront consolidées en 2004-05 	<ul style="list-style-type: none"> ■ La négociation collective et le dialogue social au niveau national sont répandus dans de nombreux pays maritimes. Cependant, ils sont souvent inexistantes en ce qui concerne les registres maritimes à libre immatriculation ou les registres maritimes internationaux ■ Le dialogue social est très nourri sur le plan international 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Plusieurs réunions du Groupe de travail tripartite de haut niveau sur les normes du travail maritime ainsi que de son sous-groupe, qui avaient à charge de préparer la Conférence maritime technique préparatoire (2004) et la session maritime de la Conférence internationale du Travail (2005)

Pêche

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Environ 45 pour cent des prises totales de poisson sont à mettre au compte des entreprises pratiquant la petite pêche, et le reste au compte des entreprises pratiquant la pêche industrielle. S'agissant des prises en milieu marin, la valeur estimative en première vente était de 76 milliards de dollars en 1999. La surcapacité est un problème majeur de la pêche au niveau mondial, et les efforts pour la réduire ont un impact direct sur l'emploi. Comme de nombreuses communautés côtières dépendent de la pêche pour leur subsistance, leur revenu et leur emploi, l'épuisement des stocks de poisson aura pour elles de très sérieuses conséquences. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation maritime internationale (OMI) jouent des rôles de premier plan dans les efforts pour améliorer la gestion des pêches, la sécurité des bateaux de pêche et la formation des pêcheurs. L'OIT coopère étroitement avec la FAO, l'OMI et d'autres sur tous les aspects du travail dans le secteur de la pêche.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ L'importance de la petite pêche et de la pêche artisanale. Des problèmes particuliers peuvent nécessiter des mesures spéciales ■ Le travail à bord de navires immatriculés dans les Etats autres que l'Etat de la nationalité ou du domicile du pêcheur ■ Sécurité et santé ■ De nombreux pêcheurs vivent à bord pendant de longues périodes ■ L'emploi – relations de travail, le travail saisonnier et la capacité réduite ■ Absence de dialogue social ■ Exclusion du champ d'application des lois et réglementations protégeant les autres travailleurs 	<p>Pays importants: Les dix principaux pays producteurs dans le secteur de la pêche en milieu marin et en eaux intérieures en 2000 étaient les suivants: Chili, Chine, Etats-Unis, Inde, Indonésie, Japon, Norvège, Pérou, Fédération de Russie et Thaïlande. De nombreux pays en développement ont une importante population de pêcheurs (Chine, Sénégal, Viet Nam)</p> <p>Emploi: Plus de 15 millions de pêcheurs travaillent à plein temps et environ 21 millions à temps partiel ou de manière occasionnelle. Ils travaillent pour la plupart dans des entreprises pratiquant la petite pêche ou la pêche artisanale. Environ 90 pour cent des pêcheurs exercent leur métier sur de petits bateaux</p> <p>Femmes: La grande majorité des pêcheurs sont des hommes. Les femmes, notamment dans les pays en développement, jouent un rôle important dans la transformation et la vente des produits de la pêche</p> <p>Organisation: Ce secteur est l'un des moins syndicalisés dans de nombreux pays</p> <p>Travail des enfants: Répandu dans de nombreux pays</p> <p>Sécurité et santé: Le taux de mortalité dans le secteur de la pêche est l'un des plus élevés, toutes professions confondues</p>

Instruments pertinents de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Cinq conventions et deux recommandations pour le secteur de la pêche, portant sur l'âge minimum, l'examen médical, les contrats d'engagement, le logement, les certificats de compétences, les horaires de travail et la formation professionnelle. Elles seront consolidées sous forme de document normatif global pour la pêche en 2004 et 2005 ■ Certaines normes pour gens de mer sont également applicables 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Le dialogue social est limité dans de nombreux pays. Les pêcheurs syndiqués sont relativement peu nombreux. Il est urgent d'améliorer le dialogue social dans ce secteur 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les normes du travail pour le secteur de la pêche (2003) ■ Réunion paritaire FAO/OIT/OMI visant à élaborer des codes de bonne pratique en matière de sécurité et de santé

Ports

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Les changements institutionnels survenus dans le secteur portuaire ont induit une plus large participation du secteur privé au développement, à la gestion et aux activités des ports. Ils ont, pour certains d'entre eux, entraîné des pertes d'emploi. D'autres, en revanche, en ont généré de nouveaux, caractérisés, dans la plupart des cas, par un rendement supérieur, dû pour l'essentiel à une productivité accrue. Les échecs étaient largement imputables au manque de préparation avant la restructuration. Le projet de directive EU sur l'accès des marchés aux services portuaires, qui autoriserait, dans certaines circonstances, les membres d'équipage à assurer eux-mêmes la manutention de leur cargaison dans les ports, a suscité des protestations. Les mesures de sécurité dans les ports sont une question qui exige une étroite collaboration entre les partenaires sociaux et toutes les autres parties prenantes de l'industrie portuaire au niveau mondial.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Ajustement structurel et privatisation ■ Formation et recyclage ■ Sécurité, sécurité et santé dans les ports ■ Protection de l'environnement ■ Les ports et la chaîne de transport 	<p>Pays importants: Tous les pays dotés de ports, notamment: Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chine, République de Corée, Emirats arabes unis, Espagne, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Malaisie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Fédération de Russie</p> <p>Emploi: Le nombre de personnes engagées dans des activités de manutention est estimé à 2,5 millions. Le secteur portuaire emploie environ 5,5 millions de personnes. L'emploi dans ce secteur a diminué à la suite d'améliorations technologiques et d'autres progrès en matière d'efficacité</p> <p>Organisation: Les manutentionnaires sur les navires, dans les terminaux et les entrepôts ainsi que les travailleurs engagés dans des activités d'amarrage/mouillage sont très organisés, généralement à un niveau plus élevé que les moyennes nationales (de 60 à 100 pour cent, selon le pays et le port). Les taux de syndicalisation chez les travailleurs employés par d'autres fournisseurs de services et, dans certains cas, chez les employés de bureau sont généralement inférieurs à la moyenne nationale</p> <p>Femmes: Les femmes représentent moins de 2 pour cent de la main-d'œuvre manutentionnaire. La proportion totale de femmes travaillant dans les ports est estimée à environ 13 pour cent. Elles sont le plus souvent employées dans des bureaux</p> <p>Sécurité et santé: Le perfectionnement des équipements et des méthodes de manutention a eu pour effet de supprimer une partie importante du travail manuel dans les ports, mais aussi d'améliorer sensiblement la situation sur le plan de la sécurité et de la santé. Pas de statistiques</p>

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques	
Instruments pertinents de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973 (23 ratifications) ■ Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979 (20 ratifications) ■ Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929 (65 ratifications) ■ Recueil de directives pratiques sur la sécurité dans les ports (2004) ■ Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les ports (2004) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Généralement pour des questions touchant aux salaires et aux conditions de travail, mais moins pour celles concernant la réforme et la privatisation des ports. Il est nécessaire de renforcer les capacités du dialogue social, en particulier dans les pays en développement et dans les pays en transition 	<ul style="list-style-type: none"> ■ La sûreté, la santé et la sécurité dans les ports (2003)

Industries des textiles, de l'habillement, du cuir et de la chaussure

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Ces industries comptent parmi les plus mondialisées, ce qui a entraîné un changement radical de la répartition de la production, des échanges commerciaux et de l'emploi. C'est l'Asie, suivie par les Amériques et l'Europe, qui domine la production mondiale de textiles. L'Europe reste le plus important producteur de chaussures, mais la part de l'Asie dans le total mondial s'accroît régulièrement. L'Europe occidentale reste le plus gros exportateur de textiles, mais c'est l'Asie qui exporte le plus de vêtements (44 pour cent du total en 2000). La Chine est le plus gros exportateur de textiles et de vêtements du monde ainsi que le principal employeur dans les industries des textiles, de l'habillement et de la chaussure.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ La suppression progressive de l'Arrangement multifibres (AMF) d'ici la fin 2004 va affecter les pays les plus vulnérables, fortement tributaires des quotas ■ Importance croissante des pays en développement comme fournisseurs sur les marchés mondiaux ■ Les marchés étroits/produits à haute valeur ajoutée – viables malgré la concurrence – dans certains pays industrialisés ■ Flexibilité de l'emploi ■ Sous-traitance ■ Responsabilité sociale, nouveau critère de compétitivité ■ Droits syndicaux dans les ZFE ■ Renforcement du dialogue social dans les pays en développement et en transition ■ Importante proportion de main-d'œuvre non qualifiée ■ Importante proportion de femmes, de migrants et de travailleurs à domicile ■ Travail des enfants ■ Travail forcé et la servitude pour dettes dans certains pays 	<p>Emploi: Stable, avec approximativement 30 millions d'emplois dans le secteur formel</p> <p>Travail des enfants: De nombreux enfants continuent de travailler dans les industries des textiles, de l'habillement et de la chaussure, notamment dans le cadre d'accords de sous-traitance dans le secteur informel et avec les travailleurs à domicile</p> <p>Femmes: Main-d'œuvre en grande partie féminine. Les femmes exercent de plus en plus souvent des fonctions d'encadrement et de direction</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
Pas de normes spécifiques à ce secteur	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="628 230 1011 450">■ Dans les pays développés, la réglementation en vigueur garantit le respect des droits humains fondamentaux sur le lieu de travail. Le dialogue social fonctionne, mais la position des partenaires sociaux est affaiblie par la concurrence internationale <li data-bbox="628 465 1011 685">■ Les programmes de restructuration mis en œuvre dans les pays d'Europe centrale et orientale ont permis à ces derniers de participer au processus de mondialisation, mais ont affaibli les structures syndicales et les pratiques en matière de négociation collective <li data-bbox="628 701 1011 837">■ L'absence d'associations d'employeurs représentatives constitue un obstacle majeur dans de nombreux pays en développement <li data-bbox="628 853 1011 990">■ L'exercice des droits syndicaux se heurte à des obstacles, de nature concrète ou d'ordre juridique, en particulier dans les zones franches d'exportation <li data-bbox="628 1005 1011 1279">■ Dans certains pays en développement, un authentique dialogue social a été institué et la négociation collective y est une pratique effective. La concurrence internationale exerce cependant une pression constante sur les partenaires sociaux, ce qui a pour effet de réduire les possibilités de véritables progrès <li data-bbox="628 1294 1011 1541">■ La mondialisation accroît les exigences en matière de responsabilité sociale. La multiplication des initiatives volontaires a fait de ce groupe d'industries l'un des plus avancés dans ce domaine, mais aussi l'un de ceux qui prêtent le plus le flanc à la critique 	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="1038 230 1418 309">■ Les pratiques de travail dans les industries de la chaussure, du cuir, des textiles et de l'habillement (2000)

Transports (aviation civile, transports ferroviaires, transports routiers)

L'aviation civile

Evolutions et problèmes au niveau mondial

On ne saurait surestimer l'importance de l'aviation civile dans l'économie mondiale: en effet, 100 dollars dépensés et 100 emplois créés dans le transport aérien entraînent une dépense supplémentaire de 325 dollars et la création de 610 emplois dans d'autres secteurs. Ce secteur est à l'origine de plus de 4,5 pour cent de la production économique mondiale. Les coûts de sécurité supplémentaires et l'âpreté de la concurrence pèsent fortement sur les bénéfices. Le secteur de l'aviation civile est fortement concentré. Quatre alliances de compagnies aériennes détiennent 60 pour cent du marché mondial, deux entreprises de restauration sur avions de ligne également 60 pour cent; deux sociétés assurent en Europe la totalité des services d'escale. Trois voyagistes détiennent 60 pour cent du marché européen.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Restructurations. Impact considérable sur l'emploi, les pratiques sociales et la sécurité aérienne ■ Violence et stress ■ Sûreté, santé et sécurité. Bruit, travail effectué par tous les temps, lourdeur des engins, comptoirs d'enregistrement non conformes aux principes d'une bonne ergonomie, médiocre qualité de l'air dans les avions ■ Formation, en particulier celle qui est dispensée aux travailleurs des pays en développement dans le domaine de la gestion du trafic aérien ■ VIH/SIDA ■ Discrimination exercée contre les femmes 	<p>Pays importants: Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Chine, République de Corée, Etats-Unis (environ 40 pour cent de l'activité mondiale dans le secteur de l'aviation civile), Ethiopie, France, Inde, Japon, Kenya, Pays-Bas, Royaume-Uni, Fédération de Russie, Singapour</p> <p>Main-d'œuvre totale: On estime à 2,3 millions le nombre de personnes employées par les compagnies aériennes, les autres opérateurs commerciaux ainsi que leurs filiales. S'y ajoutent 1,9 million d'emplois directs dans les aéroports et les services de navigation aérienne</p> <p>Organisation: Plus de 60 pour cent des travailleurs dans les pays industrialisés. Cette proportion est moins importante dans d'autres pays mais reste cependant supérieure à la moyenne nationale</p> <p>Femmes: 52 pour cent de la main-d'œuvre est féminine</p> <p>Travail des enfants: Aucun cas connu</p> <p>Sécurité et santé: Les cas de maladies liées au travail (comme les lésions ostéomusculaires) sont relativement nombreux. En 2003, le SRAS a constitué une importante menace sanitaire. Constantes recherches dans le domaine de la médecine aéronautique. L'OACI a établi en 1999 un programme universel d'audits obligatoires de la sûreté, menés auprès des administrations de l'aviation des Etats Membres pour identifier les lacunes en matière de sécurité</p> <p>Sécurité: 21 actes illicites ont été enregistrés en 2001</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none">■ Recueil de directives pratiques sur la violence au travail dans le secteur des services et mesures visant à combattre ce phénomène (2004)	<ul style="list-style-type: none">■ Dynamisme du dialogue social pendant les périodes de crise, lorsqu'il est nécessaire de faire des concessions■ Déficit de dialogue social sur les questions touchant la sûreté et la santé, la sécurité, les nouvelles technologies et les systèmes de travail, la formation et les ajustements structurels	<ul style="list-style-type: none">■ Conséquences sociales et impact sur l'emploi de la restructuration depuis le 11 septembre 2001 (Costa Rica, 2003)■ Aviation civile: conséquences sociales et en matière de sécurité de la crise consécutive au 11 septembre 2001 (2002)

Transports ferroviaires

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Au cours des vingt dernières années, les gouvernements ont eu tendance à privatiser les chemins de fer. Les nouveaux types d'exploitation propres au secteur privé (alignement sur la logique de marché, sous-traitance, par exemple), les partenariats entre secteurs public et privé ont entraîné d'importantes pertes d'emplois ainsi que, parfois, des économies qui risquent de compromettre la sécurité. Le secteur ferroviaire connaît encore de profonds bouleversements. Chaque région du monde a privilégié un type de changement particulier. En militant pour que l'exploitation des chemins de fer et de l'infrastructure soit confiée à des entreprises privées, la Banque mondiale exerce une influence considérable sur la restructuration des compagnies ferroviaires publiques en Afrique, en Asie, en Europe centrale et orientale et en Amérique latine. Le démantèlement et la privatisation de nombreux réseaux ferroviaires ayant appartenu à l'Etat a entraîné la création d'un nombre de plus en plus important d'entreprises ferroviaires multinationales.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Sécurité et santé ■ Violence ■ Situation des femmes: discrimination professionnelle. Harcèlement, travail par équipes, longs déplacements avec les dangers que comporte le fait de travailler seule ■ Privatisation et emploi 	<p>Pays importants (emploi): Allemagne: 200 000; Etats-Unis: 180 000; France: 180 000; Inde: 1,5 million; Fédération de Russie: 1,2 million.</p> <p>Emploi: Recul important (environ 20 pour cent) entre 1990 et 1999. Le secteur ferroviaire employait environ 7 millions de personnes en 1999 (compte non tenu des fournisseurs)</p> <p>Organisation: Le taux de syndicalisation reste très élevé dans le secteur, malgré les importantes restructurations qui ont eu lieu partout dans le monde. Quelques exceptions (le Mexique, par exemple)</p> <p>Femmes: 28 pour cent environ, selon les estimations</p> <p>Sécurité et santé: Les risques d'accidents sont comparativement moins élevés que pour d'autres modes de transport, en particulier les transports routiers. Dans l'Union européenne, on compte 0,72 accident mortel (passagers et personnel) pour 1 milliard de kilomètres</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Recueil de directives pratiques sur la violence au travail dans le secteur des services et mesures visant à combattre ce phénomène 	<ul style="list-style-type: none"> ■ En Europe, les structures mises en place dans le cadre de l'UE garantissent le fonctionnement permanent du dialogue social ■ Il conviendrait de stimuler davantage le dialogue social sur les questions relatives à la sécurité ainsi qu'à la restructuration des chemins de fer publics 	

Transports routiers

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Comme la plupart des secteurs de la branche, le transport routier a subi au cours des dernières années de profondes transformations, caractérisées par la déréglementation et, dans le cadre de la mondialisation, par l'ouverture de nouveaux marchés aux entreprises multinationales. Ces changements ont eu des répercussions sur l'emploi, les conditions de travail et les relations professionnelles. La déréglementation des transports routiers a intensifié la concurrence, avec les conséquences que cela implique parfois pour les chauffeurs routiers – réductions de salaire, conditions de travail moins avantageuses, horaires plus chargés.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Délocalisation et liberté syndicale ■ Relation de travail. Pour réduire leurs propres coûts, les entreprises incitent les travailleurs à se mettre à leur compte ■ Violence et harcèlement sexuel dans le transport de passagers ■ Sécurité et santé ■ Conditions de travail et repos ■ VIH/SIDA ■ Protection des conducteurs internationaux lors du passage des frontières ■ Sous-représentation des femmes dans le transport de passagers comme dans le transport de marchandises 	<p>Pays importants: Argentine, Asie du Sud, Brésil, Canada, Etats-Unis, Fédération de Russie, pays de l'Union européenne</p> <p>Emploi: Il n'existe pas de critères précis pour les employés du secteur des transports routiers. On compte dans l'Union européenne plus de 1,3 million de conducteurs indépendants. Le nombre d'emplois est en augmentation dans le secteur de la logistique des transports</p> <p>Organisation: 191 syndicats de chauffeurs routiers, de conducteurs d'autobus et de chauffeurs de taxi représentent 1,5 million de membres. D'une manière générale, les conducteurs d'autobus sont mieux organisés que les routiers et les chauffeurs de taxi</p> <p>Femmes: Environ 22 pour cent de la main-d'œuvre</p> <p>Sécurité et santé: Les accidents de la route occasionnent dans le monde plus de 700 000 morts et plus de 10 millions de blessés, ce qui représente pour l'économie mondiale un coût annuel d'environ 500 milliards de dollars. Dans les pays en développement et en transition, le nombre d'accidents de la route est de 20 à 30 fois plus élevé que dans les pays industrialisés et leur coût représente jusqu'à 2 pour cent du PIB</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979 (7 ratifications) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ La flexibilité accrue de la main-d'œuvre exige une négociation plus diversifiée ■ La déréglementation et la libéralisation peuvent avoir des répercussions sur les conditions de travail, notamment les heures de travail, les heures de conduite, les périodes de repos, la santé et la sécurité 	

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
	<ul style="list-style-type: none">■ L'augmentation du trafic routier transfrontières dans les groupements économiques pose une série de nouveaux problèmes: accords de licence, cabotage, protection sociale et juridique des travailleurs à l'étranger; normes en matière de conditions de travail, de santé et de sécurité; efforts d'harmonisation de la législation et des pratiques nationales. D'où l'importance de la mise en place de nouvelles structures institutionnelles qui permettent à la consultation et au dialogue entre les partenaires sociaux de dépasser le cadre national	

Fabrication de matériel de transport

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Six constructeurs, situés en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord, au Japon, dans la République de Corée, en Chine et au Brésil, fabriquent plus de 80 pour cent des voitures dans le monde. Dans ce secteur, le taux de syndicalisation est généralement élevé et les employés comptent parmi les mieux rémunérés. On observe cependant que, de plus en plus, les grands fabricants d'automobiles se consacrent uniquement à l'assemblage final et à la commercialisation des véhicules et sont étroitement tributaires des fournisseurs qui leur procurent les modules complets et les pièces. Dans le secteur de la construction aéronautique, la production est de plus en plus concentrée entre les mains de deux grands avionneurs, situés l'un aux Etats-Unis, l'autre en Europe. La construction navale reste concentrée dans la République de Corée et au Japon, la Chine ayant quant à elle entrepris la construction du plus grand chantier naval du monde. Le dépeçage des navires reste concentrée au Bangladesh, en Chine, en Inde, au Pakistan et en Turquie. La décision récente d'éliminer progressivement les navires à simple coque va non seulement accroître la pression sur les entreprises de démolition de navires, mais également stimuler la demande de nouveaux navires à double coque.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Dialogue social. Si, dans les pays industrialisés, la plupart des travailleurs des sociétés mères et des fournisseurs de premier rang sont syndiqués, la situation est moins claire dans les pays en développement en ce qui concerne les fournisseurs et les filiales de second et de troisième rang ■ Emploi. Les effets de la délocalisation ■ Sécurité et santé. Le secteur de la construction, de la réparation et de la démolition navales reste l'un des plus dangereux au monde. Il va se concentrer de plus en plus fortement en Asie 	<p>Importance du secteur: Quinze des 100 premières entreprises multinationales sont des constructeurs automobiles ou des fournisseurs de pièces automobiles</p> <p>Exportations: Les automobiles et les pièces automobiles représentent environ 10 pour cent des exportations mondiales de marchandises. Les machines et matériels de transports divers représentent encore 17 pour cent. Si l'on ajoute le matériel de bureau et l'équipement de télécommunications, ces trois branches de la métallurgie représentent 40 pour cent des exportations mondiales</p> <p>Emploi: 7,5-10 millions</p> <p>Femmes: Pratiquement absentes du secteur de la métallurgie dans les pays en développement, elles occupent entre 15 et 20 pour cent des emplois de ce secteur dans les pays industrialisés</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Recueil de directives pratiques sur la sécurité et l'hygiène dans la construction et la réparation navales (1974) ■ Sécurité et santé dans le dépeçage des navires: directives pour l'Asie et la Turquie (2004) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Aux Etats-Unis, les trois principaux constructeurs automobiles ont signé récemment des conventions collectives d'une durée de quatre ans ■ La fédération mondiale des syndicats a signé avec Volkswagen et DaimlerChrysler des accords-cadres internationaux qui appellent au respect des conventions fondamentales de l'OIT et encouragent les constructeurs à ne traiter qu'avec les fournisseurs qui ont un syndicat dans leur entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'impact dans le domaine social et du travail de la mondialisation dans le secteur de la fabrication du matériel de transport (2000)

Les services publics de distribution (gaz, eau, électricité)

Evolutions et problèmes au niveau mondial

Les progrès technologiques peuvent améliorer la qualité et la quantité des services ainsi que les conditions de travail, par exemple en diminuant le nombre de tâches physiquement pénibles et en offrant des débouchés aux femmes. Compte tenu de leur impact potentiel sur l'emploi, les conditions de travail, l'organisation du travail et les impératifs de la formation, leur introduction effective nécessite une planification rigoureuse et une véritable concertation.

Principales questions intéressant l'OIT	Données spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> ■ Importants déficits de main-d'œuvre qualifiée (en particulier dans les pays en développement) ■ Restructuration et privatisation ■ Sous-traitance ■ Emploi. Introduction dans les entreprises publiques de concepts, enjeux et méthodes de travail relevant de la logique de marché. Commercialisation ou service public. ■ Mondialisation. Les entreprises de services publics s'internationalisent 	<p><i>Pays importants (en termes d'emploi):</i> Allemagne, Chine, Egypte, Etats-Unis, France, Japon, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni, Turquie, etc.</p> <p><i>Part du PIB:</i> Non disponible</p> <p><i>Emploi:</i> environ 8,7 millions répartis dans 56 pays. 1,6 pour cent de l'effectif total</p> <p><i>Femmes:</i> Les femmes représentent approximativement 23 pour cent de la main-d'œuvre</p> <p><i>Sécurité et santé:</i> 350 accidents mortels et 49 500 autres accidents dans 55 pays</p>

Instruments de l'OIT	Dialogue social	Réunions sectorielles récentes
<ul style="list-style-type: none"> ■ Pas de normes spécifiques à ce secteur 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Quelques accords-cadres mondiaux, par exemple entre Endesa, une compagnie d'électricité espagnole, et l'ICEM (Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses); ainsi qu'entre la société italienne ENI (Entreprise nationale des hydrocarbures) et l'ICEM ■ Le dialogue social est bien implanté et fonctionne relativement bien dans certaines branches du secteur. Dans d'autres branches, il est absent ou inefficace. Il convient de renforcer les capacités des mandants tripartites en matière de dialogue social, en particulier dans les pays en développement et en transition 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les défis à relever et les tendances à saisir par les services publics de distribution (gaz, eau, électricité) (2003)